

*l'Anti*capitaliste

n°260 | 16 octobre 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



Solidarité

avec

Kobané



OBAMA ET HOLLANDE, COMPLICES HYPOCRITES

Dossier

**Comprendre le
Moyen-Orient**

Pages 6 et 7

ÉDITO
Les bourgeois
sans «tabou»!
Page 2

PREMIER PLAN
Brésil: rien n'est réglé
Page 2



ACTU POLITIQUE
Protection sociale:
9,6 milliards de moins
Page 4

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Philippe Pierre-
Charles, militant martiniquais
Page 12



édito

Par YVAN LEMAITRE

Les bourgeois sans «tabou»!

«**L'**assurance chômage est en déficit de 4 milliards d'euros. Il ne doit pas y avoir de tabou ni de posture, il y a eu une réforme, elle est insuffisante». Ces propos du ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, à propos de l'assurance chômage, ont provoqué l'indignation feinte de quelques dirigeants du PS dont son premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis. «*S'il n'y a pas de tabou à gauche, il y a des totems, et le premier totem c'est: quand le président de la République parle, les ministres ne viennent pas derrière le contredire.*» L'indignation de Cambadélis est pour le moins hypocrite. Valls, parti faire sa déclaration d'amour à la City, n'avait rien dit d'autre que Macron: «*Nous, en France, avons fait le choix d'un chômage très important et très bien indemnisé. C'est dans le dialogue avec ceux qui recherchent un emploi que l'on peut améliorer la situation. Cela s'appelle réformer le marché du travail.*» Et d'insister, la question de l'assurance chômage «*doit être reposée*» tant sur le plan du montant de l'indemnisation que de sa durée. Sans contredire son Premier ministre, Hollande avait alors précisé qu'une négociation «*viendrait le moment venu*». Par un communiqué, l'Élysée vient de redire lundi la même chose: «*S'agissant de l'assurance chômage, il y a bien un problème de déficit*». Cette «*question relève de la responsabilité des partenaires sociaux en lien avec l'État.* [...] *Il y a beaucoup de sujets de négociation à l'agenda des partenaires sociaux, notamment la négociation en cours sur la modernisation du dialogue social.*» Le seul débat entre eux est de savoir s'il faut accélérer les choses ou s'il faut prendre le temps du dialogue social. Mais, sur le fond, le PS, comme la droite ou le patronat, n'a aucun tabou. Leur seul totem, le profit, le fric! Aucun scrupule pour baisser les allocations des chômeurs pour lesquelles ces derniers ont cotisé pendant tant d'années, pour verser dans le même temps des milliards aux actionnaires qui n'ont comme objectif que de précariser les salariéEs. Ils mènent une politique de classe qui exclut tout dialogue et appelle une seule réponse: nos mobilisations, notre propre politique de classe, celle du plus grand nombre contre une minorité parasite.

BIEN DIT

Quant à la perspective de la gauche gouvernementale, elle se résume à supplier ses partisans de tenir le cap qui a conduit l'extrême droite «aux portes du pouvoir» en leur répétant qu'il n'y a pas d'autre chemin susceptible... d'empêcher l'extrême droite de parvenir au pouvoir.

Serge Halimi, «Notre pari, l'émancipation», le Monde diplomatique, octobre 2014

À la Une

Solidarité avec Kobané Obama et Hollande, complices hypocrites

On ne sait ce qui stupéfie le plus, la résistance héroïque des défenseurs – Kurdes et Syriens non kurdes – de Kobané, qui avec leurs armes légères parviennent à endiguer les assauts de jihadistes suréquipés, ou le cynisme des gouvernements occidentaux et de leurs alliés, au premier rang desquels l'État turc, membre de l'Otan et à ce titre premier partenaire des États-Unis dans la région.

L'émissaire spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a alerté sur le risque d'un massacre de masse, en rappelant le sort de Srebrenica, la ville bosniaque dont des milliers d'habitants avaient été exécutés en juillet 1995. Mais à l'instar d'Arin Mirkan, la capitaine des Unités de protection des femmes qui s'est fait exploser au milieu de ceux qui tentaient de s'emparer d'elle, les combattants de Kobané ne rendront pas les armes.

Nettoyage ethnique et zone tampon

Dans le même temps, les images des chars turcs, massés immobiles à la frontière d'où ils contemplent les affrontements, évoquent inévitablement celles de leurs homologues russes, arrêtés sur les bords de la Vistule durant l'insurrection de Varsovie, à l'été 1944. Non seulement l'armée turque n'intervient pas, mais elle bloque l'accès des renforts kurdes et l'approvisionnement de Kobané en armes et en munitions. Le gouvernement Erdogan ne veut pas que s'installent durablement à sa porte des zones kurdes s'administrant elles-mêmes hors de tout contrôle. C'est pourquoi il a vu l'assaut de Daesh comme un don de la providence et considère son éventuelle prise de contrôle de la ville comme un moindre mal. Il serait toujours temps, après, d'utiliser des forces militaires largement supérieures à celles des djihadistes pour réoccuper un territoire vidé de ses combattants et populations kurdes.



Manifestation en soutien aux Kurdes de Kobané, samedi 11 octobre à Paris. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

Tel est le seul sens de la demande, formulée par Ankara, visant à la mise en place d'une «zone tampon» au nord de la Syrie. Et qui, croyez-vous, a immédiatement appuyé cette revendication? François Hollande lui-même, bien sûr. Même si, selon les services de la présidence française, Erdogan et Hollande auraient au même moment – lors de leur entretien téléphonique du 8 octobre – «*rappelé leur soutien à l'action menée par les combattants engagés dans la lutte contre Daesh*»... L'hypocrisie atteint ici de nouveaux sommets! Il en va d'ailleurs de même du gouvernement étatsunien, qui procède à quelques «frappes» aériennes isolées, sans doute pour qu'on ne puisse lui reprocher une totale inaction, mais sans du tout mettre en œuvre les moyens qui lui avaient permis, fin septembre, de stopper l'avancée de Daesh en

Irak. Tout cela s'apparente en fait à un grand jeu de rôles – avec les populations kurdes et syriennes en victimes expiatoires.

Soutenir la lutte, pas une politique particulière

Les témoignages sur l'administration des trois cantons à majorité kurde du nord de la Syrie et, dans ce cadre, sur le rôle qu'y joue le PYD (Parti de l'union démocratique, la branche syrienne du PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan), sont pour le moins contrastés. Selon certains, on assisterait dans ces régions à une expérience autogestionnaire novatrice, baptisée confédéralisme démocratique ou municipalisme libertaire. D'autres, sans nier une série d'avancées, en particulier dans le domaine de l'émancipation des femmes, signalent que les méthodes autoritaires et musclées du PYD, y

compris à l'égard d'autres formations de la gauche kurde et syrienne, n'ont nullement disparu. Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas ici de soutenir la politique d'un parti mais un combat, qui est juste sur tous les plans. Il faut se placer au côté de la résistance kurde comme nous avons été nombreux, encore une fois cet été, à le faire au côté de la résistance palestinienne – indépendamment de la nature et des orientations des directions politiques, PKK ou Hamas ou autre. Les représentants du PKK et du PYD, plus généralement ceux des communautés kurdes, ont ces derniers jours multiplié les appels aux gouvernements occidentaux afin que ceux-ci leur livrent des armes (lance-rockets antichars, artillerie) qui leur permettraient de se défendre plus efficacement, et aussi qu'ils intensifient les bombardements sur les colonnes et installations de Daesh. Pour notre part, tout en reconnaissant bien sûr le droit des Kurdes, comme des révolutionnaires syriens, de se procurer des armes où et comment ils le peuvent, il ne nous semble pas que l'on doive attendre de grands résultats de ces appels. Si Obama, Hollande et Cameron ne l'ont pas fait jusqu'à présent (sauf au profit du gouvernement autonome du Kurdistan d'Irak, mais celui-ci est de leurs proches amis), pourquoi changeraient-ils maintenant? Reste la voie de la solidarité internationale directe des travailleurs et des peuples. Au mouvement ouvrier et démocratique, à ses organisations de prendre maintenant leurs responsabilités.

Jean-Philippe Divès

BRÉSIL

Rien n'est réglé

Le 5 octobre avaient lieu les élections générales pour la présidence, les gouverneurs des États, sénateurs, députés nationaux et députés d'État. Pour la présidence, la candidate d'une vaste coalition de neuf partis dirigée par la présidente Dilma Rousseff (PT) a eu 43 267 668 voix (41,59 %). Au second tour, elle fera face le dimanche 26 octobre à Aécio Neves, aussi candidat d'une coalition de neuf partis dirigée par le PSDB, qui a eu 34 897 211 voix (33,55 %)...

A la troisième place, la candidate Marina Silva, à la tête d'une coalition de six partis, avec 22 176 619 voix (21,32 %). À gauche, Luciana Genro du PSOL (Parti du socialisme et de la liberté) a récolté 16 121 86 voix (1,55 %). José Maria du PSTU a eu 9 120 9 voix, et Mauro Iasi du PCB, 47 845 votes.

La coalition d'Aécio Neves est de droite de façon homogène. Celle de Marina Silva était dirigée par un parti qui a le nom de «socialiste», qui est souvent considéré comme de centre-gauche, mais qui a un programme politique de droite. La coalition menée par le PT, en plus de lui-même, réunit deux autres partis classés en général comme

de gauche ou de centre-gauche (PC do B et PDT)... mais aussi un parti de centre-droite (PMDB) et même des partis vraiment de droite (PSD, PP, PR et PRB).

Les conservateurs gagnent du terrain

La tendance générale de ces élections est que le Congrès élu est plus conservateur que le précédent: il y aura plus de députéEs «ruralistes» (défenseurs des intérêts des grands propriétaires terriens), plus d'évangélistes fondamentalistes, plus de militaires et plus d'hommes d'affaires... et relativement moins de députéEs défendant les droits de l'homme, liés aux syndicats ou aux mouvements sociaux. Toutefois, la plupart de ces députéEs très conservateurs appartiennent à la «base alliée» à Dilma Rousseff. Si celle-ci est réélue, elle gouvernera donc avec un soutien au Congrès plus fort que dans son premier mandat.

Ainsi, un des députés de cette «base alliée», est Jair Bolsonaro du Parti progressiste de Rio de Janeiro, un parti de la droite traditionnelle, ex-militaire et représentant de l'extrême droite brésilienne, qui s'est fait élire en défendant plus de police et moins de droits de l'homme... Mais bien sûr, si c'est Aécio Neves qui est élu, la plupart des membres de la «base alliée» de Dilma Rousseff n'aura aucun problème à le soutenir...

Un second tour ouvert

Pour le second tour, Aécio Neves est le candidat le plus à droite, le préféré des secteurs bourgeois et pro-impérialistes. Mais, avec cette «base alliée» et au vu de son premier mandat, Dilma Rousseff – que nous pouvons qualifier de social-libérale – a plus de points d'accords que de désaccords avec lui. Les différences les plus importantes entre les deux candidats sont dans le domaine de la politique étrangère:

Un monde à changer

PRÉCARITÉ ET EXCLUSION, «DOMMAGES COLLATÉRAUX»...

François Hollande s'est penché sur la précarité et l'exclusion ce 14 octobre en rendant visite à des associations humanitaires à Clichy (92). Au programme, visite de locaux et table ronde avec des associations. L'hypocrisie d'une telle visite saute aux yeux. Les causes de la précarité et de l'exclusion ne se trouvent que pour une faible minorité dans des caractéristiques individuelles : accès à l'emploi, fonctionnement du marché du logement, discriminations et politiques publiques jouent un rôle central. Ainsi, le CDD représente désormais la grande majorité des embauches, notamment pour les jeunes. L'incertitude liée à ce type de contrat peut avoir des conséquences sur le logement : non seulement en raison du niveau de salaire, mais parce qu'un CDI constitue un «client» plus «propre» pour les agences qui offre un logement à la location. Dira-t-on d'un E jeune en CDD qui alterne périodes de travail et de chômage qu'il est exclu ? Au contraire, il est profondément «inclus» et participe à l'«armée

industrielle de réserve» dont le capital a besoin pour peser sur les salaires et les conditions de travail. Il en est de même, pour les emplois à temps partiel non choisis qui obligent à se serrer la ceinture sur tout.

Quant aux chômeurEs de longue durée, ils le sont souvent suite à un licenciement après des années de travail : dans un contexte de chômage de masse, retrouver un emploi relève de la gageure et progressivement arrivent la baisse du niveau de vie et les privations. Les économies imposées à la Sécurité sociale et aux hôpitaux, la faiblesse des remboursements de certains traitements (comme les soins dentaires) pèsent sur l'état de santé d'une partie de plus en plus importante de la population. Et on pourrait multiplier les exemples.

Il est de bon ton pour les politiques qui précarisent le travail et coupent dans les budgets sociaux, de rendre hommage aux «humanitaires». Ceux-ci jouent un rôle utile mais s'épuisent à gérer les «dommages collatéraux» d'un système insupportable.

GOUVERNEMENT Résolument antisocial

En français puis en allemand et désormais en anglais, Valls, VRP du social-libéralisme, clame à tout va son amour de l'entreprise et du business. En ligne de mire, les droits des salariéEs, car, après avoir baissé le «coût» de travail via le Pacte de compétitivité, il s'agit d'offrir toujours plus de flexibilité aux patrons.

Face aux dirigeantEs de la cité (la City, of course), il a déclaré que la question de l'assurance chômage devait être reposée, tant sur le montant que sur la durée des allocations. Oubliée donc la déclaration du candidat François Hollande en 2012 qui considérait que «ce n'est pas ceux qui sont les victimes qui doivent aujourd'hui être les responsables». Omis aussi le fait que les règles de l'indemnisation chômage sont définies paritairement et qu'une nouvelle convention, des plus régressive, vient d'entrer en application.

Dans la perspective de la réforme imminente du travail dominical, le Premier ministre s'est aussi vanté que la France allait piquer des clients à l'Angleterre, qui ouvre elle ses magasins ce jour-là de longue date (merci Thatcher...). Enfin, il estime qu'il faut aller plus loin sur la réforme du marché du travail, alors que l'ANI de 2013 n'en finit pas de produire ses dégâts. Somme toute, il s'agit de se mettre à l'heure anglaise, qui a instauré le contrat de travail zéro heure (le salarié est amené à travailler quand son patron le décide) ou



Macron et Rebsamen : soigne ta droite ! DR

allemande, avec les mini-jobs payés une poignée d'euros.

Good cop, bad cop

Rebsamen n'est pas en reste : ce dernier avait déjà suscité un tollé il y a quelques semaines en stigmatisant les chômeurs. Dans une interview à bâtons rompus au journal bourguignon *le Miroir*, finalement dépubliée à sa demande mais toujours disponible sur le

net, le ministre du Travail déclare : «Je me bats depuis longtemps pour une vision libérale de l'économie». Sa vision ? Le développement de l'apprentissage conçu comme une main-d'œuvre bon marché pour le patronat, le flitage des chômeurs, l'extension du travail dominical, et la remise en cause des seuils sociaux. Et Macron vient de lui emboîter le pas, lui qui avant d'être intronisé, remettait en cause les

35 heures : pour le ministre de l'Économie, sur l'assurance chômage, «pas de tabou ni de posture». Non, on ne rêve pas !

Ces gens-là ne sont même pas des socialistes honteux, et c'est encore moins leur inconscient qui remonte à la surface : nous sommes bien face à une orientation social-libérale clairement assumée, qui est même prête à faire fi de la méthode du «dialogue social» promue par Hollande depuis le début de son quinquennat. Après le boycott, par une partie des syndicats, de la conférence sociale et le regain des grèves (intermittents, SNCF et Air France), le raidissement de la CFDT, principal serviteur de cette politique, combinée à l'impopularité abyssale de l'exécutif, font que celle-ci – c'est heureux – est à la peine...

Les caciques du PS ont beau, eux, déclarer ne pas partager ces choix, nous les croirons quand ils voteront contre cette politique, mettant ainsi Valls en minorité. Et, à trop malmené le corps social, il se pourrait bien que celui-ci se réveille pour rendre les coups qui lui sont infligés.

LD

Le chiffre 17

C'est le montant annuel, en millions d'euros, que pourrait atteindre le loyer du futur magasin Galeries Lafayette des Champs-Élysées, implanté en lieu et place des 9000 m², propriété d'un fonds d'investissement qatari, de l'ex-Virgin Mégastore. À ce prix là, le magasin pourrait aussi ouvrir le dimanche, zone touristique oblige, ce qui n'est, à ce jour, pas le cas de celui boulevard Haussmann...



Agenda

Jeudi 16 octobre, réunion débat sur le Moyen-Orient, Quetigny (21).

«Syrie, Irak, Palestine, où va le Moyen-Orient en feu?», avec Ghayath Naisse, à 20 h, salle du Cromois, avenue du Parc.

Jeudi 16 octobre, réunion débat sur la Palestine, Toulouse. Avec Julien Salingue, à 20 h 30, salle Duranti-Osète, 6 rue du Lieutenant-Colonel-Pelissier.

Samedi 18 octobre, commémoration des 40 ans de la mort de Miguel Enríquez, Paris.

À l'initiative des ex militantEs du MIR. RV à partir de 15 h au foyer de Grenelle, 17 rue d'Avre dans le 15^e, métro La Motte-Piquet-Grenelle.

Mardi 21 octobre, projection de Pride, Lille. «Homophobie et lutte de classes, comment lutter contre les oppressions?», à 18 h au Kino-Ciné, fac Lille 3.

NO COMMENT

Il ne faudrait pas oublier que, normalement, nous sommes de gauche.

YANN GALUT, député PS du Cher, le Parisien, lundi 13 octobre 2014

alors que les gouvernements Lula et Dilma ont maintenu des rapports relativement bons avec les gouvernements progressistes d'Amérique latine, et impulsé des blocs comme les BRICS (sans confrontation directe avec le gouvernement des États-Unis), un possible gouvernement d'Aécio Neves alignerait le pays plus clairement sur les USA. L'issue de ce second tour est difficile à prévoir, bien qu'Aécio Neves parte maintenant avec un certain avantage. Entre autres raisons, il bénéficie du soutien de Marina Silva.

À la recherche d'une perspective...

Comment peut-on expliquer ce tableau, surtout après les grandes mobilisations de juin 2013 ? Comme dans d'autres pays, les manifestations ont démontré qu'un secteur important de la société, en particulier de la jeunesse, rejette le système politique brésilien, et ne se sent pas

représenté par les partis existants. Une exception, partielle et très minoritaire, est le PSOL, qui a connu une croissance lors de ces élections : il a presque doublé le nombre de voix pour la présidence, a eu 5 députés nationaux (contre 3 en 2010) et 12 députés d'État (contre 4 en 2010). Il est à noter que parmi ces 12 députés d'État, 2 appartiennent à Insurgência, le courant interne du PSOL en solidarité avec la Quatrième internationale. En outre, le PSOL a eu un résultat très important, lié à une certaine influence dans la population, dans l'État de Rio de Janeiro (9 % des voix dans le cadre des élections pour élire le gouverneur). Cette croissance peut s'expliquer par les mobilisations de juin 2013.

Mais le PSOL est encore très faible au plan national pour apparaître comme une perspective pour les classes populaires. Ainsi, beaucoup se sont à un moment de la campagne identifiés à Marina Silva (et son discours



Rousseff et Neves : deux candidats, mais deux politiques ? DR

sur la «nouvelle politique»). Lorsque Marina Silva a perdu la plupart de ces soutiens (pour avoir exprimé un conservatisme exagéré), ces gens se sont divisés entre le vote pour Dilma Rousseff, le vote blanc ou nul ou la

non-participation aux élections, le vote pour le PSOL (très minoritaire) et même le vote pour Aécio (en particulier pour sanctionner le gouvernement actuel).

De Sao Paulo, João Machado

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires
Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

COLLECTIVITÉS LOCALES

Chronique
d'un désastre
annoncé ?

On le sait, le budget 2015 est brutal. Pourtant, le compte n'y est toujours pas pour Bruxelles : le fameux objectif de 3 % de déficit est reporté à 2017, et il est désormais acquis que l'UE va retoquer le projet de budget 2015 (en conséquence du traité TSCG de 2012, ce projet doit être approuvé par Bruxelles). Le budget final sera donc certainement pire que ce que l'ont sait déjà. La réduction drastique des dépenses des collectivités locales est à l'ordre du jour.

Un rapport à paraître prochainement affirme que « les dépenses des administrations locales (21 % de l'ensemble des dépenses en 2013) contribuent pour un bon tiers dans le retard pris sur la réduction des déficits en France ». Pas de baisse significative des dépenses publiques sans attaques contre les collectivités locales donc...

D'autant plus que jusqu'ici, les collectivités locales ont relativement été moins touchées par la vague austéritaire que les administrations centrales. Ainsi, au niveau communal, en 2013, la masse salariale a progressé de 3,1 % après avoir déjà augmenté de 3,5 % en 2012. Et surtout, les dépenses d'investissement ont augmenté de 8,1 %. Tout ceci s'expliquant largement par les transferts de mission de l'État vers ces collectivités.

Une cure d'austérité renforcée

On sait que le gouvernement annonce 50 milliards d'économies jusqu'en 2017, dont 11 pour les collectivités locales. Le budget 2015 prévoit donc une cure d'austérité renforcée : - 3,7 milliards (- 6,5 %), tout ceci après trois ans (2011-2013) de gel en valeur des aides de l'État... Dans le même temps, l'augmentation des charges imposées aux collectivités (ex : la réforme des rythmes scolaires) est estimée à près de 2 milliards !

La purge est donc extrêmement sévère. Elle risque certainement d'aboutir à un quasi arrêt des investissements (70 % des investissements publics sont portés par les collectivités) : voirie, équipements collectifs... Mais cela ne suffira pas. Peu est à attendre aussi de la réduction des dépenses de fonctionnement : les charges liées aux salaires représentent déjà 50 % des dépenses et sont peu compressibles. Restent donc les impôts locaux, en augmentation constante depuis 20 ans : ils sont amenés à augmenter de façon importante dans les mois qui viennent, dans un contexte de baisse de la qualité des prestations de service public. Au final, donc, sur ce plan, le budget 2015 devrait se solder par un nouveau transfert des charges de l'État vers les contribuables, essentiellement les travailleurEs.

«Réformes de structure»

À plus long terme, il est impossible de penser à une réduction massive des dépenses publiques sans remise en cause de la structure même des collectivités locales. C'est l'un des objectifs de la « réforme » territoriale à venir. Les regroupements de régions sont d'ailleurs présentés comme une source d'économies potentielles. Plus généralement la remise en cause du principe d'égalité d'accès aux services publics porté par ce projet devrait pouvoir mener à un véritable dumping social, et fragiliser encore plus les territoires en difficulté. De façon inséparable, l'un des enjeux majeurs de tout ceci est évidemment la question des fonctionnaires. Il est évident que le statut et les garanties relatives qu'il offre à ceux qui en bénéficient a un coût insupportable pour les capitalistes. L'objectif est donc de le « réformer », en développant polyvalence et flexibilité, en privatisant ce qui peut l'être. C'est tout l'objectif des discussions ouvertes récemment entre l'État et les syndicats sur le thème « parcours professionnel, carrières, rémunérations »... et dont on ne peut qu'attendre le pire !

Pascal Morsu

PROTECTION SOCIALE

Le Pacte de responsabilité va être mis en actes pour 2015 avec le projet de loi de finances (PLF) et le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), débattus et votés dans les semaines qui viennent à l'Assemblée nationale et au Sénat...

Avec 9,6 milliards d'euros de baisses de crédits, la protection sociale supportera donc près de la moitié (45 %) de « l'effort » à fournir par les classes populaires, afin de financer le cadeau annuel de 40 milliards fait aux patrons.

Attaque globale

Cette baisse de 9,6 milliards se décompose de la façon suivante. 3,2 milliards en moins concernant les dépenses de l'assurance maladie : dépenses hospitalières - 0,5 Mrd ; articulation soins de ville hôpital - 0,4 Mrd ; maîtrise des prix du médicaments - 1,1 Mrd ; maîtrise des prescriptions (actes « redondants », « surmédicalisation », transports) - 1,2 Mrd. À cela s'ajoute donc un coup de rabot de 6,4 milliards : gestion - 0,5 Mrd ; prestations familiales - 0,7 Mrd ; chômage et retraites complémentaires du privé (Unedic, Arco, Agirc) ; réforme en cours des retraites (régimes de base) et de l'assurance chômage...

L'attaque est globale contre l'ensemble de la protection sociale. Le « plan d'économie », ou plutôt le plan des coupes, inclut, en effet, les régimes de retraites complémentaires obligatoires (du secteur privé), ainsi que l'assurance chômage (Unedic),

9,6 milliards de moins



qui n'appartiennent pas à la Sécurité sociale.

Le point commun de toutes ces mesures est d'en finir avec une protection sociale donnant des droits à tous, et financée par des cotisations, pour passer à une assistance de l'État aux plus pauvres, toujours plus réduite... et plus contrôlée.

Sécu et santé dans l'étau de l'État

En ce qui concerne la Sécurité sociale proprement dite, toutes les branches (famille, santé, retraites) sont mises à contribution. Pour les retraites, c'est le gel des pensions. Les retraités (à part les plus pauvres d'entre eux) verront leurs pensions gelées et leur pouvoir d'achat diminué en 2015. La branche maladie est, à elle seule, l'objet d'1/3 du plan. L'instauration du tiers payant (pas d'avance de fonds pour les soins), mesure positive, est un trompe-l'œil : elle ne concerne que la très petite partie

de la population bénéficiant de la CMU complémentaire (environ 600 000 personnes) alors qu'une personne sur 4 renonce à des soins pour des raisons financières.

De plus, la poursuite du démantèlement de l'hôpital public, la limitation des dépenses de santé remboursées par la Sécu, sont inscrites dans les chiffres de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) qui augmentera de 2,1 %, avec une augmentation de la médecine libérale, les soins de ville (2,2 %), plus importante que les budgets hospitaliers (2 %). Un simple maintien des moyens existants (très insuffisants) nécessiterait une hausse minimum de l'ONDAM de 4 %.

Enfin, l'économie de 1,1 milliard sur les dépenses de médicaments ne devrait pas trop empêcher de dormir les actionnaires des laboratoires pharmaceutiques dont les profits se portent bien....

La branche «famille»
au cœur du débat public

Elle n'est pas l'objet des mesures les plus dures (- 700 millions d'euros), mais la droite, désirent surfer sur les mobilisations réactionnaires en défense de la famille, en a fait son cheval de bataille. On assiste donc à un spectacle paradoxal et pitoyable : de Juppé à Le Maire, les principaux ténors de la droite, au mépris de leurs déclarations antérieures, défendent le caractère « universel » des prestations familiales, tandis que les députés socialistes, sous couvert de donner une prétendue coloration « sociale » à la politique gouvernementale, exigent que ces allocations soient placées « sous conditions de ressources », c'est-à-dire attribuées uniquement à celles et ceux qui en auraient réellement besoin.

Ce jeu d'ombre politicien ne doit pas cacher l'essentiel, les uns et les autres sont d'accord sur le fait de s'attaquer au principe fondateur de la Sécu : « chacun cotise en fonction de ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins ». C'est au nom d'une défense réactionnaire de la famille et de la natalité, et non par attachement à la Sécu, que la droite s'oppose aux mesures sur la branche famille.

Dernières victimes collatérales de la loi de financement de la Sécu, les agentEs de la Sécurité sociale eux-mêmes devront subir de nouvelles réductions de leurs effectifs, dont les usagerEs subiront eux aussi les conséquences.

HospitalierEs, personnels de la Sécurité sociale, salariéEs assuréEs sociaux, intermittentEs, chômeurEs et précaires... le 16 octobre a été un premier rendez-vous : la convergence des luttes en défense de la Sécurité sociale, et de son financement exclusif par des cotisations sociales (du salaire), est à l'ordre du jour.

J.C. Delavigne

UMP

Guerre des chefs et course à droite

La mise en scène de son retour par Sarkozy lui-même a quelque chose de grandguignolesque. Sa campagne pour la présidence de l'UMP prend un tour ridicule, comme s'il faisait campagne pour une élection présidentielle qui n'a pas lieu, tandis que la chronique des affaires jalonne son parcours. Au point que Juppé est maintenant donné favori pour la primaire de 2016. Mais les trois principaux protagonistes n'ont pas seulement les mêmes complets-vestons, ils ont aussi la même politique, à droite toute.

Le « projet pour la France » de Sarkozy, « projet d'alternance » de Juppé ou le programme économique pour « redresser nos finances publiques et libérer la croissance » de Fillon sont la même bouillie de pensée unique, de surenchère libérale qui constitue leur fonds de commerce.

Fillon annonce 600 000 suppressions de postes de fonctionnaires, et Sarkozy veut en finir avec le « fonctionnaire à vie », en proposant d'instaurer des CDD de cinq ans dans la fonction publique : seuls les policiers, juges ou enseignants y échapperaient... Pour la lutte contre les déficits, Juppé se fixe un objectif de 100 milliards d'économies sur cinq ans, Fillon mise 10 milliards de plus, et Sarkozy propose d'inscrire dans la Constitution l'interdiction pour tout gouvernement à venir de « consacrer plus de 50 % du PIB à la dépense publique ». Fillon et Juppé proposent de passer l'âge de départ à la retraite à 65 ans, Sarkozy est plus prudent... mais « si l'espérance de vie continue à augmenter, il faudra sans doute aller plus loin et passer à 63 ans rapidement ». Les 35 heures font consensus : il faut « sortir du

carcan des 35 heures », dit Juppé. Fillon veut « faire sauter le verrou des 35 heures par le biais d'accords d'entreprises » et passer à 39 heures hebdomadaires dans la fonction publique.

Sarkozy veut que « le Parlement définisse un nouveau code du travail concentré sur les seuls droits fondamentaux des salariés : droit syndical, protection contre le licenciement, droit à la santé... Tout le reste serait renvoyé à la négociation ». Ses rivaux lui emboîtent le pas. Sur les licenciements économiques, Fillon fait l'unanimité en proposant de « faciliter l'adaptation des entreprises à leur contexte en introduisant le motif de réorganisation de l'entreprise dans les procédures de licenciement collectif, tout en renforçant la flexisécurité ». De même pour les seuils sociaux qu'ils veulent reculer de 10 à 50 et de 50 à 100 salariés.

Un même adversaire,
« le coût du travail »

« Il faudra conduire une politique ambitieuse de réduction des charges pesant sur le travail », dixit Sarkozy. Fillon remet en cause le Smic et veut



Association de malfaiteurs... DR

« alléger fortement les taxes et impôts pesant sur les entreprises et sur l'investissement » (supprimer les taxes et cotisations diverses pesant sur les entreprises, l'impôt sur la fortune, la taxe de 75 %...). Ces multiples cadeaux aux patrons et aux riches seraient financés par une hausse de TVA. Sarkozy veut réformer le RSA et mettre en place un référendum sur l'attribution des allocations. « La question pourrait être posée ainsi : est-ce que toute allocation doit avoir comme contrepartie une activité ? ». Fillon le rejoint en proposant que les bénéficiaires du RSA effectuent des travaux d'intérêt général,

aussi d'accord sur la dégressivité des allocations chômage... Et tous remettent en cause l'Aide médicale d'État (AME).

Bien entendu, le couplet contre les enseignants dont « il faut augmenter le nombre d'heures de présence dans les établissements, [...] augmenter leur rémunération et en parallèle diminuer leur nombre » fait consensus.

Ce trio ne propose que d'accroître les attaques menées par le PS, sans « tabou » comme dirait Macron... Rien de bien neuf, avec en prime la démagogie xénophobe et anti-immigrée pour tenter d'attirer l'électorat du FN. **Yvan Lemaître**

MAROC Un régime despotique et répressif

Depuis 2011, les « marges démocratiques » arrachées après des décennies de lutte se ferment les unes après les autres.

Interdictions, emprisonnements et grèves de la faim

De nombreux mouvements n'ont toujours pas reçu d'agrément légal : c'est le cas par exemple de l'Association nationale des diplômés chômeurs, d'Attac Maroc, de l'association « Freedom Now » tournée vers la défense de la liberté de la presse, de l'Union marocaine du travail/courant démocratique et bien d'autres.

D'autres, bien que reconnues, voient maintenant leurs activités publiques interdites. Ainsi, l'Association marocaine des droits humains s'est vue refuser toute activité, à commencer par ses colonies de vacances et la tenue de réunions publiques. C'est aussi le cas d'Amnesty International-Maroc ou de La ligue marocaine de défense des droits de l'homme. Des initiatives, comme les caravanes de solidarité envers les migrants subsahariens, sont harcelées ou refoulées. Les journalistes indépendants, les artistes critiques sont bâillonnés et traduits en justice sous des prétextes fallacieux.

À leur tour, les « résistances ordinaires » des habitants des quartiers populaires qui refusent la démolition de leur logement, celle des « farachas » qui survivent du petit commerce dans la rue, des habitants des régions marginalisées privés de droits ou des travailleurs qui luttent contre la précarisation de leurs conditions de travail, sont quotidiennement réprimés.

Les prisons regorgent par centaines de militants étudiants, chômeurs, activistes du M20F, Sahraouis, syndicalistes et grévistes, et de simples citoyens qui un jour ou l'autre ont

Confronté à la montée de la contestation sociale et démocratique, dans un contexte marqué par l'approfondissement de la crise et les effets du Mouvement du 20 février (M20F) né en 2011, le pouvoir révèle de plus en plus ouvertement sa nature dictatoriale.



protesté. Et lorsque ces activistes portent plainte contre les mauvais traitements subis, ils sont condamnés lourdement.

Signe de ce durcissement global, la recrudescence des « grèves de la faim ». C'est le cas de militants de l'Union nationale des étudiants marocains, qui luttent pour l'amélioration de leurs conditions de détention, le droit de poursuivre leurs études et leur reconnaissance comme « prisonniers politiques » et dont les demandes sont ignorées par le pouvoir. Après 72 jours de grève de la faim, Mustapha Meziani, est mort « sous observation médicale » au CHU de Fès, ainsi que Hassana Elouali Aaleya, militant sahraoui, membre du Comité contre la torture

de Dakhla, décédé lui aussi « sous observation médicale ».

La liste des exactions commises par ce régime est bien longue... alors qu'il se prépare à organiser le Forum mondial des droits de l'homme en novembre prochain, après avoir été élu l'année dernière au conseil des droits de l'homme des Nations unies !

Un tournant répressif assumé

Le gouvernement actuel s'était donné pour tâche de « rétablir l'autorité de l'État » après les secousses produites par le M20F. Le ministère de l'Intérieur a accusé nombre d'organisations de « temir la réputation du pays, d'entraver l'action des forces de sécurité dans leur lutte contre

le terrorisme et d'œuvrer pour des agendas extérieurs ».

En réalité, il y a un épuisement de la « façade démocratique » et des mécanismes d'allégeance et de cooptation qui servaient d'amortisseur de la crise politique. Le système politique apparaît à une échelle de masse comme un espace despotique, parasitaire, corrompu et où rien n'a changé. Cette perception s'est renforcée avec le M20F qui a ouvert un espace de contestation plus ample où la monarchie n'est plus un tabou.

À son tour, l'agenda des politiques antipopulaires se resserre : démantèlement de la caisse de compensation des prix, réforme radicale du régime de retraite, remise en cause du droit de grève, nouvelles vagues de compression des dépenses publiques, etc. alimentant un ras-le-bol déjà profond. Le pouvoir cherche à fermer les espaces de contestation car il sait que la mèche peut s'allumer n'importe quand.

Se greffe aussi la question du Sahara occidental : la pression internationale pour l'extension des missions de la Minurso (Mission de Nations unies pour le référendum au Sahara occidental) au contrôle des droits humains constitue une difficulté majeure pour le pouvoir, compte tenu du niveau de répression que subissent les Sahraouis.

Dans ce contexte, une large campagne de solidarité internationale contre la répression contribuerait à isoler le régime. L'enjeu est la création d'un vaste mouvement d'opinion solidaire des combats sociaux et démocratiques du peuple marocain, mais aussi contre l'impunité encouragée par l'État français qui voit dans la dictature un allié fidèle pour le maintien de la Françafrique et une chasse gardée pour les entreprises du CAC 40.

Chawqui Lotfi



Le monde en bref

Pakistan Condamnés à la prison à vie!



Baba Jan et 11 autres personnes ont été condamnés à la perpétuité par une cour antiterroriste au Pakistan. Baba Jan est une figure militante reconnue au Gilgit-Baltistan, dans le nord du Pakistan. Il est

aussi membre de la direction du Awami Workers Party (AWP). Son crime: avoir défendu en 2011 les droits de villageois victimes d'une inondation dévastatrice dans la vallée de Hunza.

La police a violemment réprimé une manifestation de ces « réfugiés climatiques », tuant un père et son fils, soulevant la colère des habitants de la vallée. Les policiers coupables de ce double meurtre n'ont jamais été inquiétés. En revanche, les organes de sécurité se sont mis à la recherche de « meneurs » accusés de « terrorisme »...

Baba Jan et plusieurs de ses camarades ont été incarcérés en 2012 dans des conditions très dures (tortures, menace de mort). Il a été libéré sous caution, après une intense campagne de solidarité menée tant au Pakistan que sur le plan international. Mais le voilà maintenant condamné à vie. Il s'est laissé arrêter pour pouvoir contester en appel ce jugement inique. Un comité de solidarité avec les « 12 de Hunza » s'est constitué au Pakistan, où des premières manifestations de protestations ont eu lieu dans la vallée de Hunza, à Gilgit, au Cachemire (côté Pakistan) et ailleurs dans le pays. De nombreuses organisations et partis politiques ont dénoncé un jugement politique, sans fondements juridiques.

Le NPA a dénoncé le jugement de la cour antiterroriste dans un message de solidarité envoyé au premier congrès de l'AWP. La défense de Baba Jan et des « 12 de Hunza » doit être portée par le mouvement syndical, les organisations de droits humains, les réseaux « climats », etc. Les lois antiterroristes sont en effet utilisées au Pakistan pour étouffer les luttes populaires, ouvrières, paysannes, ainsi que celle des victimes du chaos climatique. Plus d'information : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?mot7650>

Mexique Massacre de 43 étudiants par la police et la pègre.

Le 26 septembre dernier, la police et des hommes de main de la pègre des narcotrafiquants ont assassiné 43 étudiants. Ceux-ci s'étaient rendus avec leurs camarades de l'École normale d'Ayotzinapa dans la ville d'Iguala, dans le Guerrero, un des États les plus pauvres, où la corruption, la violence policière, voire la torture, sont la règle.

Ils protestaient contre le sous-financement de l'éducation et pour tenter de collecter des fonds pour leur école. Ils avaient intercepté deux autobus de transport public pour rentrer chez eux à 150 kilomètres de là. La police s'est interposée sur ordre de l'épouse du maire qui craignait que les manifestants ne viennent perturber une cérémonie officielle. Le maire a laissé la police tirer au fusil d'assaut sur les étudiants et les kidnapper pour les exécuter. Le couple est en fuite.

Dix charniers, contenant plus d'une trentaine de cadavres calcinés, ont été découverts. 34 personnes ont été arrêtées dont 26 policiers municipaux. L'enquête a confirmé que la police locale avait agi en étroite collaboration avec un gang de narcotrafiquants auxquels le maire et sa femme sont intimement liés. Plus d'une semaine après le drame, le président Pena Nieto a été obligé d'exprimer sa « consternation » et de promettre qu'« il n'y aura pas d'impunité », sans convaincre...

Des manifestations de dizaines de milliers de personnes ont eu lieu dans les rues de Chilpancingo, capitale du Guerrero, mais aussi de Mexico et de San Cristóbal, de Las Casas, au Chiapas, à l'appel de l'Armée zapatiste, pour demander justice. « Vous n'êtes pas seuls ! La lutte continue », criaient des dizaines de milliers de personnes venues appuyer les familles et les proches des 43 étudiants assassinés.

TURQUIE Le pays s'enflamme pour Kobané

La tentative de l'État Islamique (EI) de prendre Kobané, ville kurde de Syrie proche de la frontière turque, a suscité de violentes manifestations dans le pays qui ont causé la mort d'une quarantaine de personnes.

C'est suite à l'appel le lundi 6 octobre du Parti démocratique des peuples (HDP, parti réformiste de gauche lié au mouvement kurde) de se mobiliser en soutien à la résistance de Kobané, que des dizaines de milliers de Kurdes ont occupé les rues, tant dans la zone kurde que dans l'ouest du pays. Ces manifestations se sont rapidement transformées en une explosion de colère reposant sur l'accumulation de déceptions causées par le refus de l'AKP (parti d'Erdogan au pouvoir) de prendre des mesures concrètes dans le cadre des « négociations de paix » engagées depuis plus d'un an et demi. À ce sentiment de « s'être fait avoir » s'ajoute aussi l'indignation relevant de la conviction largement partagée que l'AKP a soutenu l'EI d'un point de vue logistique.

Si la répression féroce de la police a provoqué une résistance tout autant violente de la part des manifestantEs (avec parfois l'utilisation d'armes à feu), l'entrée en jeu des hordes de nationalistes et islamistes turcs prêt à en découdre avec les Kurdes – que le gouvernement aurait selon eux trop « gâté » – constitue le véritable risque pour l'avenir d'une cohabitation entre

les deux peuples. De plus, à Diyarbakir, principale ville kurde, des conflits armés entre manifestantEs kurdes (pro-PKK) et son rival historique, le Hezbollah (sinistre organisation islamiste radicale kurde soutenue par l'État dans les années 90) ont causé des morts des deux côtés, et de véritables tentatives de pogroms ont été entreprises envers les quartiers kurdes dans l'ouest du pays.

Le pouvoir fait la politique du pire...

Face à la tournure des événements, le leader du PKK Abdullah Ocalan et le HDP ont appelé leurs partisans au calme et à ne pas faire usage de violence, mais il semblerait que même les dirigeants du mouvement kurde aient du mal à contrôler cette révolte. De son côté, tout en ouvrant la frontière pour les aides « humanitaires » et sanitaires, de même que pour le passage de combattants kurdes blessés, l'AKP ne cache presque pas qu'il préférerait que Kobané tombe aux mains de l'EI plutôt que d'avoir à sa frontière un canton autonome kurde sous la direction du PYD (affilié au PKK). Cela pourrait constituer un « mauvais exemple » pour les Kurdes de Turquie...



Des manifestants kurdes dans les rues d'Istanbul jeudi 8 octobre. DR

Face aux événements de la semaine dernière, le président de la République Erdogan et l'état-major de l'AKP dénoncent ces émeutes, les qualifiant de tentative de renversement du gouvernement dans la lignée de la révolte de Gezi et des opérations anti-corruptions de décembre 2013 (visant Erdogan et ses proches). Ils projettent un renforcement de l'appareil sécuritaire et répressif. Autre problème, la relative sympathie

des républicains de gauche turcs envers les Kurdes et le HDP, sympathie qui s'était établie suite au combat commun lors de la révolte de Gezi, a commencé à s'effacer : malgré une opposition commune à l'AKP et à l'EI, les sentiments nationalistes reprennent le dessus... La tâche de l'extrême gauche de forger un vaste mouvement de solidarité avec la résistance de Kobané est tout autant urgente que difficile.

D'Istanbul Uraz Aydin

ANALYSE “ Entre aspiration à un espace transnational et cristallisation autour d’identités nationales bien réelles ”

Entretien. Daoud est docteur en science politique et chercheur à Amman en Jordanie. Avec lui, nous revenons sur la situation du Moyen-Orient depuis la fin du «partage du monde» USA-URSS et la politique des grandes puissances depuis.

Quelles ont été les conséquences de la fin du bipolarisme mondial USA-URSS sur la région ?

► La chute de l'URSS a eu des effets contradictoires sur le monde arabe. D'un côté, l'URSS s'était clairement désengagée, sous le mandat de Gorbatchev, des questions moyen-orientales. De plus, le rapport de l'URSS au monde arabe fut paré d'ambiguïté : soutien à la naissance d'Israël en 1948, pour, quelques années plus tard, favoriser le transfert d'armes tchécoslovaques à l'Égypte de Nasser, dans le cadre d'un conflit général entre l'Égypte nationaliste arabe et Israël.

En dépit de ces contradictions, la chute du bloc soviétique a favorisé une crise générale des gauches arabes : des formations comme le Parti communiste libanais ou le Front populaire pour la libération de la Palestine ont perdu, à partir de 1989, une manne financière, et indirectement militaire, qui était bien réelle.

Si la montée des courants islamistes précèdent clairement, dès le début des années 1980, la crise des gauches arabes, il est certain que l'abandon de l'aide soviétique au début des années 1990 a permis une inversion radicale du rapport de forces entre forces islamistes et mouvements de gauche.

Y a-t-il une relation entre les guerres actuelles et la division territoriale imposée par les impérialistes anglais et français avec les accords de Sèvres et Lausanne (1920-1923) ? Peut-on parler d'État-nation dans la région, dans le sens où des communautés de peuple décident de partager un «destin» national dans un espace géographique défini ?

► Les accords Sykes-Picot, en 1916, tout comme la conférence de San Remo, en 1920, associé à l'abolition du califat ottoman en 1924, ont permis une nouvelle définition des frontières dans le monde arabe. Clairement, l'ensemble des forces politiques du monde arabe, des nationalistes arabes baathistes et nassériens aux islamistes en passant par la gauche, ont porté jusqu'à aujourd'hui ce refus des frontières coloniales imposées à l'époque. Il y a encore aujourd'hui une réalité panarabe : elle se définit par une langue commune, présente dans les médias transnationaux arabes, par un attachement commun, du Maroc au Yémen, à la cause palestinienne. En même temps, une certaine réalité des États-nations s'est imposée : il y a bien un nationalisme tunisien, égyptien, des particularités nationales construites. Le monde arabe vit perpétuellement cette dialectique entre aspiration à



Quand W. Bush s'en allait-en-guerre au Moyen-Orient... DR

un espace transnational qui n'est pas rêvé, et cristallisation autour d'identités nationales bien réelles.

Depuis 1980 et l'Afghanistan, le bloc impérialiste occidental, et ses alliés locaux, ont favorisé l'émergence de groupes «militaires» idéologiquement religieux. Aujourd'hui, ces groupes, descendants de ces années d'affrontement entre les deux blocs, sont-ils toujours soumis à l'agenda occidental, ou bien ont-ils leur propre agenda, contradictoire avec celui du bloc occidental ?

► Tout dépend ce qu'on entend par «groupes religieux armés». Certains groupes religieux entretiennent un antagonisme continu avec les États-Unis, comme le Hezbollah libanais ou le Hamas palestinien. D'autres, anti-américains autrefois, comme le mouvement islamiste Ennahdha tunisien, veulent aujourd'hui un modus vivendi avec les États-Unis et l'Union européenne. Le dernier cas, plus complexe, est celui de la mouvance salafiste jihadiste : cette dernière, soutenue par les États-Unis dans les années 1980 lors de la guerre d'Afghanistan, s'est clairement retournée contre les États-Unis. La mouvance salafiste jihadiste, comme nous la connaissons actuellement en Syrie et en Irak, avec l'action de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), a son logiciel propre : communautaire, dirigé contre les chiites de la région, mais aussi anti-américain.

Dans ce monde post bipolaire, comment comprendre l'agenda des puissances montantes, telles la Russie et la Chine, dans la région ?

► La Russie de Poutine articule deux discours : un discours néo-tiermondiste, qui ferait de la Syrie de Bashar al-Assad et du Venezuela de Chavez et Maduro un axe clair face à la politique américaine, réveillant la politique

bipolaire des années 1960 et 1970. D'autre part, la Russie de Poutine a établi des liens privilégiés avec Israël. Dans les deux cas, il faut lire la politique très pragmatique de Poutine comme la redéfinition progressive d'un nationalisme russe, malmené dans les années 1990 par la chute de l'Union soviétique.

Concernant le Moyen-Orient, la politique chinoise est plus prudente, et moins en avant que celle de Poutine : ils s'alignent certes sur les positions de la Russie, en ce qui concerne le soutien au régime syrien et à l'Iran, mais avancent leurs cartes prudemment, n'ayant ni bases militaires dans la région, ni implantation politique historique.

Quel est l'agenda particulier, dans les affrontements régionaux, de l'Iran ? Et des monarchies de la péninsule (Arabie saoudite / Qatar) ?

► La Syrie a cristallisé une politique des axes. On a pas un, mais trois axes, si ce n'est plus. Un axe Iran-Syrie soutenu par le Hezbollah libanais ; un axe Qatar-Turquie favorable à la chute du régime de Bashar al-Assad, soutenant certains groupes armés de l'opposition sur place ; un axe Égypte-Arabie saoudite soutenant d'autres formations de l'opposition syrienne. Concernant le premier axe, il participe à la résilience du régime de Bashar al-Assad. Concernant les deux autres, ils font partie de la tragédie de l'opposition syrienne, divisée en interne selon ses lignes d'alliances régionales, participant à son effritement.

Les soulèvements populaires en Égypte, à Barhein, en Syrie, au Yémen, et dans une moindre mesure Jordanie... ont-ils comme facteur premier une dimension économique et sociale, ou bien faut-il intégrer à la réflexion d'autres facteurs ?

► La dimension économique et sociale est indéniable. Le modèle

tunisien est central, notamment au travers du rôle central qu'a pu jouer un syndicat, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), dans le processus révolutionnaire.

Il serait cependant très réducteur de réduire les révolutions arabes à un pur déterminisme socio-économique. Les facteurs communautaires, religieux et géographiques, sont pleinement intervenus. À Bahrein, c'est majoritairement une politique chiite, discriminée socialement, qui s'est mobilisée. En Jordanie, la révolte des mouvements tribaux de l'est jordanien, contre les régions plus urbaines de l'ouest, fut centrale. La révolution yéménite butte sur une question encore insurmontable : celle de l'opposition entre Houthis (chiites) et populations sunnites.

Pour conclure, partages-tu l'idée que pour l'impérialisme occidental, il s'agit d'empêcher toute existence d'une puissance étatique qui puisse concurrencer l'État d'Israël dans la région ?

► C'est là tout l'enjeu autour de l'Iran et de la Syrie. Le blocus américain sur l'Iran, malgré les dernières négociations, résulte depuis plus de trente ans d'une peur fondamentale : qu'une puissance régionale puisse concurrencer Israël en termes économique et militaire. C'est là tout l'enjeu autour du dossier nucléaire.

Concernant la Syrie, la guerre civile à l'œuvre profite à tous les acteurs : un régime baathiste faible, tout comme une opposition syrienne faible, qui se combattrait encore dix ans dans un pays complètement et déjà détruit, ce qui empêche à terme l'émergence d'un État fort qui jouxterait les frontières d'Israël. C'est en somme la résultante de la théorie néoconservatrice du chaos constructif.

Propos recueillis par Marc Prunier



1979, des moudjahidines afghans contre l'envahisseur soviétique. DR

PUISSANCES LOCALES
IMPÉRIALISMES,
QUESTION KURDE

COMPRENDRE
LE MOYEN
ORIENT

REPÈRES Scènes politiques

Cette note a pour but de rappeler brièvement les composantes

La présence d'un bassin de peuplement kurde remonte à plusieurs millénaires, mais le traité de Lausanne en 1923 sacrifie l'idée d'un Kurdistan sur l'autel des intérêts occidentaux liés à la Turquie kémaliste naissante. Les Kurdes se retrouvent alors divisés sur quatre États : la Turquie, foyer de population kurde le plus important (15 à 20 millions), l'Irak (4 à 5 millions), la Syrie (3 à 4 millions) et l'Iran (5 à 6 millions).

Turquie

La création de la République turque s'est accompagnée d'une sévère répression de la population kurde et de sa culture. En 1979 est créé le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). D'abord marxiste-léniniste et nationaliste, le parti change de direction après l'arrestation de son leader, Abdullah Ocalan, emprisonné depuis 1999 en Turquie. Aujourd'hui, la ligne politique du PKK et des organisations affiliées à l'idéologie d'Ocalan tient dans la mise en place d'un confédéralisme démocratique, où les entités locales sont autonomes et démocratiques et où l'économie est au service de l'humain et respectueuse de la nature. Le droit des femmes est également un axe majeur de cette idéologie,

notamment par la codirection politique. La revendication d'un État-nation kurde n'est plus au programme du parti.

Le KCK regroupe le PKK et des groupes partageant la même idéologie présents dans les autres zones kurdes. PKK et KCK sont classés terroristes et traqués par les autorités turques. Le fragile cessez-le-feu en vigueur depuis 2013 risque de ne pas tenir devant l'inaction des Turcs face à l'attaque jihadiste en cours à Kobané.

Depuis 1993, les Kurdes de Turquie ont le droit de créer des partis politiques pour défendre leurs intérêts et représenter le PKK. Ces partis sont régulièrement dissous. Le dernier en date est le BDP, Parti pour la paix et la démocratie, majoritaire dans les zones kurdes. En 2014, hors des zones kurdes, des dirigeants importants du BDP ont démissionné pour créer le HDP (Parti démocratique des peuples). Le HDP reprend les idées politiques du BDP, tout en englobant en son sein d'autres minorités de la société turque : Alévis, LGBT, etc.

Enfin, si une partie importante des Kurdes de Turquie soutient le PKK et les partis affiliés, il existe aussi un électoralat conservateur qui vote pour l'AKP, parti islamiste du président Erdogan ou pour Hûda-Par, le parti islamiste kurde minoritaire.

ALES,

ENDRE
EN-

POINT DE VUE Kobané résiste pour Rojava

La bataille qui fait rage autour et dans la ville de Kobané, où résistent les combattantEs de l'YPG, du JPG et du PKK, a bien sûr un but militaire: la constitution d'une bande sous le contrôle de Daesh qui lui permettrait de relier ses territoires d'Irak au nord du Liban. Mais elle a aussi un but politique... la destruction de Rojava révolutionnaire.

Depuis deux ans, la province du nord de la Syrie vit dans une autonomie régie par la Charte de Rojava¹ qui garantit entre autres une égalité totale des hommes et des femmes, des élections au suffrage universel pour toutes les assemblées, législative, locales, et le non-cumul des mandats². Mais elle défend aussi la séparation totale entre les religions et les structures étatiques et le respect de toutes les religions à égalité de traitement. Cette charte est largement inspirée par l'évolution politique du PKK et de son leader Abdullah Ocalan, qui ont depuis plusieurs années renoncé à la revendication d'État-nation pour une vision confédérale de régions autonomes, y compris pour tout le Moyen-Orient. Un programme en actes, inspiré du communisme libertaire de Murray Bookchin, qui n'a pas échappé aux militants anarchistes qui s'y intéressent beaucoup³. Autant dire que pour les salafistes et autres wahhabites, les Kurdes de Rojava sont des envoyés du diable qui attaquent l'État et le lien intrinsèque de la religion avec l'État et qu'il faut donc les détruire à tout prix. Mais les djihadistes de Daesh ne sont pas les seuls ennemis mortels de la province autonome de Rojava.



Kobané vu d'une colline à la frontière turco-syrienne samedi 11 octobre. DR

Défendre une expérience populaire

La Turquie, qui a positionné ses chars depuis trois semaines sur les collines dominant Kobané assiégée, ne bougera pas tant que la résistance kurde tiendra tête à Daesh. Pendant ce temps, la police et l'armée turques massacrent les manifestants kurdes solidaires de Kobané dans tout le pays (voir article en page 5). L'expérience de Rojava est donc autant une épine dans le pied pour l'AKP, que pour le second

pouvoir turc, l'armée, profondément kémaliste et nationaliste tenant de l'expansionnisme turc dans la région, à l'opposé de la Confédération démocratique des peuples du Moyen-Orient avancée par le PKK. Après un énième cessez-le-feu du PKK, les négociations entamées par Erdogan avec celui-ci il y a quelques mois ont été de la poudre aux yeux pendant que les armes, le matériel et les combattants de Daesh transitaient tranquillement par la

Turquie sans être inquiétés. Le projet de création d'une zone tampon à la frontière syrienne, dernière trouvaille du gouvernement Erdogan, revient à faire cautionner par la « communauté internationale » l'occupation de Rojava par l'armée turque et son « nettoyage ethnique », le remplacement des exilés kurdes par des réfugiés arabes syriens. Bien entendu François Hollande a tout de suite approuvé ! Quant au gouvernement Barzani de la région autonome du Kurdistan d'Irak, qui écoute depuis longtemps les sirènes du libéralisme, il a établi des liens commerciaux importants avec la Turquie, des liens politiques et militaires avec les USA et Israël, et ne fait évidemment rien pour venir en aide aux héroïques défenseurs de Kobané.

Défendre Rojava et son emblème Kobané, ce n'est pas seulement se révolter contre un massacre annoncé, c'est défendre une expérience révolutionnaire populaire de gouvernement féministe et démocratique unique dans tout le Moyen-Orient.

Mireille Court

1 – http://peaceinkurdistancampaign.files.wordpress.com/2014/03/english-version_sc_revised-060314.pdf
2 – « Le nouveau PKK a déclenché une révolution sociale au Kurdistan », OCL, septembre 2014, <http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article1574>

Politiques du (des) Kurdistan

Les politiques des quatre parties du Kurdistan, ainsi que leurs dynamiques.

Irak

Le Kurdistan irakien est marqué par les guerres qui l'ont traversé. C'est là qu'est né en 1946 le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) sous l'égide de Mustafa Barzani et de son clan. En 1975, l'UPK, Union patriotique du Kurdistan, fait scission avec le PDK. PDK et UPK ont tous deux lutté contre le régime de Saddam Hussein, arrivant à obtenir un Kurdistan autonome après la guerre du Golfe, puis se sont déchirés dans une guerre de pouvoir de 94 à 98. À l'heure actuelle, le Kurdistan irakien est divisé en deux : le nord sous contrôle du PDK, dirigé par Massoud Barzani, fils du fondateur, et le sud contrôlé par l'UPK dirigé par Jalal Talabani. Ce dernier a été poussé par les Américains à la présidence de l'Irak jusqu'en 2014. Barzani, lui, préside le KRG, Kurdish Regional Government. En 2009, un nouveau parti apparaît : Goran (« Changement »), mais malgré son nom, beaucoup le voient comme une pseudo-alternative. On trouve aussi de petits partis politiques : les islamistes de l'UIK et du GIK, et les minorités (dont le PC).

Suite à la percée de l'État islamique, les Kurdes d'Irak ont étendu leurs zones de contrôle, notamment sur Kirkouk, et ont réclamé

leur indépendance totale. Après la débâcle de l'armée irakienne devant les jihadistes, l'Occident a choisi de les soutenir militairement, sans pour autant appuyer leur revendication. Le Kurdistan irakien reste très conservateur. Le clientélisme partisan et la corruption sont de mise, ainsi que le fonctionnement clanique, cela malgré un vernis démocratique. L'économie est ultralibérale. L'argent apporté par la manne pétrolière a été dilapidé dans des investissements hasardeux et a amené à un abandon progressif de toute forme de production alimentaire ou énergétique locale, conduisant la zone à devenir dépendante de la Turquie et de l'Iran. Les investissements occidentaux ont été accueillis les yeux fermés. Mais la puissance médiatique du Kurdistan irakien lui permet de travailler son image. Suite au cessez-le-feu avec le gouvernement turc, les combattantEs du PKK se sont réfugiés dans leur bastion des montagnes du nord de l'Irak. Leurs relations avec le PDK sont très mauvaises.

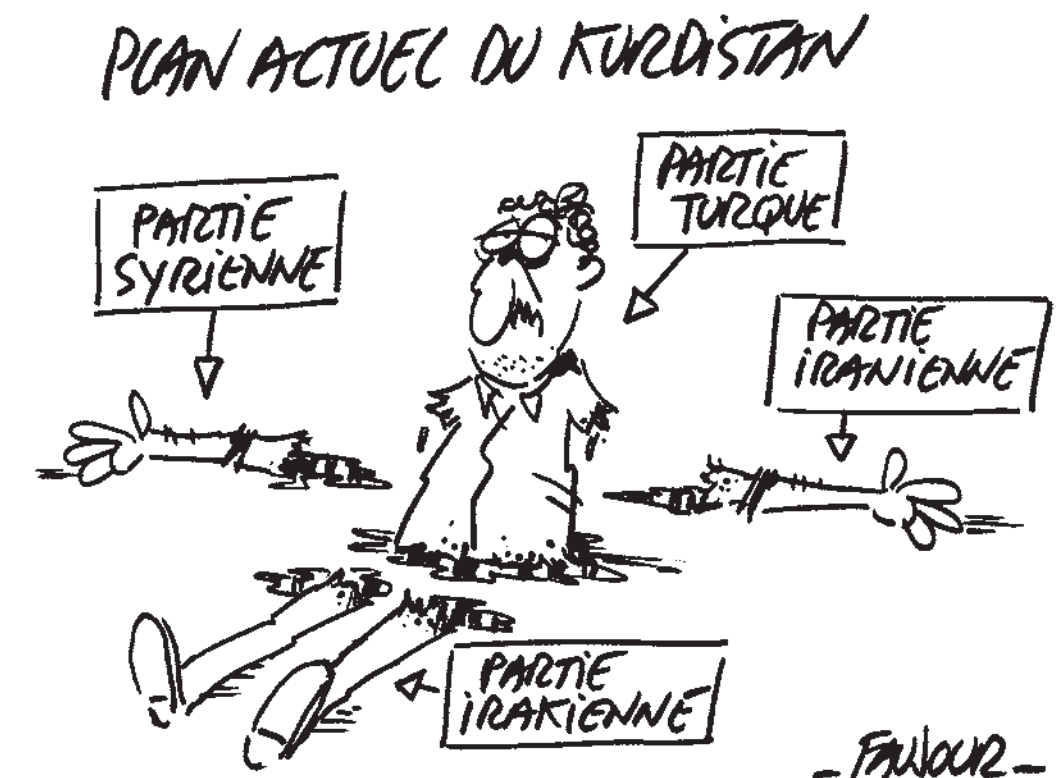
Iran

Aujourd'hui, c'est en Iran que les Kurdes subissent le plus de discriminations. Leurs droits civils et politiques sont régulièrement

bafoués. Le taux de chômage des Kurdes avoisine les 50%, engendrant nombre de problèmes sociaux. Régulièrement, des militantEs sont arrêtés et exécutés. Les Kurdes d'Iran ont une représentation politique via le PDKI, le Parti démocratique du Kurdistan iranien, issu du mouvement de Barzani. Dans les montagnes à la frontière irakienne, une guérilla issue du PKK, le PJAK, continue à se déclarer en lutte contre l'Iran, et cohabite avec le Komala, un parti à l'idéologie marxiste devenu aujourd'hui sociale-démocrate. Le parti communiste-ouvrier d'Iran comprend aussi un courant nationaliste kurde.

Syrie

En Syrie, sous Bashar al-Assad, les Kurdes étaient soumis à une politique de répression et de discrimination. La guerre civile fut une opportunité pour eux de prendre leur destin en main. Le Kurdistan syrien (appelé Rojava) est composé de trois cantons situés au nord de la Syrie, le long de la frontière avec la Turquie : Afrin à l'ouest, Kobané au milieu, Jezireh à l'est. 10 % des Kurdes syriens vivaient dans la banlieue de Damas. Rojava est divisée entre deux coalitions. Le PYD, ou Kurdish democratic union party, affilié au PKK



et ses alliés, se sont regroupés fin 2013 au sein du People's council of western Kurdistan et ont déclaré la formation d'un gouvernement autonome de transition dans les trois cantons, avec la mise en place d'administrations locales, dirigées chacune par un Premier ministre et constituées de représentants des divers partis alliés au PYD, ainsi que des minorités (syriaques, arabes...). Le KNC, Kurdish national council, a été fondé sous l'égide de Barzani et est composé de l'aile syrienne du PDK, le PDKS et de ses alliés.

Le KNC ne reconnaît pas la légitimité de l'administration locale des cantons et n'y participe pas, malgré l'offre qui leur a été faite. Il a préféré miser sur l'opposition syrienne en intégrant fin 2013 le Conseil national syrien (CNS). Ce rapprochement est une divergence importante entre les deux partis car le CNS est proche de la Turquie, et s'oppose donc aux projets d'autonomie des Kurdes. Le KNC accuse le PYD de vouloir la mainmise sur les zones kurdes, mais sans proposer de réelles alternatives.

Le PYD travaille activement à une reconnaissance internationale. Confronté aux assauts incessants des jihadistes et à un embargo, Rojava a un besoin urgent d'aide humanitaire et militaire, mais la proximité politique avec le PKK braque les puissances occidentales.

Yann Renoult

Photographe reporter qui a vécu plusieurs mois en 2014 entre le Kurdistan syrien et irakien. Reportage photo : <http://cargocollective.com/yannrenoult/Syrian-Kurdistan-towards-autonomy>

SNCF Empoisonnement par l’amiante reconnu et sanctionné



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARC

Samedi 11 octobre à Paris avait lieu la manifestation annuelle de l’Andeva (Association nationale de défense des victimes de l’amiante). La veille, le délibéré du conseil des prud’hommes de Paris est tombé : la société de nettoyage sous-traitante ISS logistique production et la SNCF sont reconnues coresponsables du « préjudice d’anxiété » par manquement à leur obligations de prudence et de sécurité envers 8 salariéEs et ex-salariéEs...

Agents de nettoyage, ils ont travaillé aux ateliers SNCF du Mans de 1970 à 2000, dans une atmosphère gravement polluée de poussières d’amiante, sans les protections nécessaires et sans en connaître les dangers. À présent, ils vivent dans la crainte permanente du développement d’une des maladies mortelles liées à l’amiante. La société ISS soutenait que la jurisprudence dite amiante ne lui était pas applicable dans la mesure où elle n’était pas, du fait de son activité, reconnue comme une entreprise intervenant usuellement sur l’amiante et classée comme telle par arrêté ministériel. De la même manière, la SNCF se contentait de soutenir que, n’étant pas l’employeur de droit dans la mesure où elle avait sous-traité la prestation, sa responsabilité ne saurait être engagée et qu’il convenait de la mettre hors de cause.

L’exposition à l’amiante n’a pas de frontière
Le conseil des prud’hommes de Paris en a décidé autrement. Le préjudice d’anxiété a vocation à s’appliquer quelle que soit l’entreprise ou le mode d’affectation (détachement, sous-traitance ou autres). Le jugement reconnaît à juste titre que l’exposition à l’amiante n’a pas de frontière, et c’est en ce sens que la condamnation solidaire de la société sous-traitante et de la SNCF mérite d’être saluée. Rappelons que c’est la première action collective à l’encontre de la SNCF sur le préjudice d’anxiété, et que 156 cheminots épaulés par SUD-Rail sont convoqués à l’audience du conseil des prud’hommes de Paris le 12 mars 2015.
Correspondant

SIVENS (81), LA BARNE (32)

Barrages inutiles, désastre environnemental !

Alors que les violences étatiques se multiplient dans la zone du Testet pour déloger les opposantEs à la construction du barrage de Sivens sur cette zone humide remarquable, un autre projet est en cours dans le Sud-Ouest, sur la Barne dans le Gers. Tous deux ont de nombreux points communs et font partie d’un programme d’une dizaine d’ouvrages dans la région dont le coût est estimé à 100 millions d’euros...

Maintenir l’étiage est le prétexte invoqué pour justifier ces barrages (incorrectement décrits comme « simples retenues collinaires ») mais le but réel de ces ouvrages est de permettre à la maïsiculture intensive de continuer à se développer grâce à l’irrigation. Il s’agit en effet de continuer à pomper, cela alors même que le débit des rivières est trop bas.

Des dépenses pharaoniques
Alors que les populations de ces départements ont des besoins pressants, le coût de ces ouvrages est délirant : alors qu’il s’agit de stocker de l’eau non potable, le coût par m³ est le même que celui de l’eau du robinet, 5 euros, sans même parler des frais de fonctionnement (pour remplir les barrages, l’eau doit être pompée !). Plus de 90 % de ce coût sera à la charge des usagerEs (à travers les factures d’eau) et des contribuables. Comment justifier cette gabegie alors que la qualité de l’eau est déjà très dégradée et que l’on doit distribuer de l’eau en bouteilles dans certaines parties du Gers ? En quoi l’irrigation de quelques dizaines d’exploitations agricoles peut-elle relever de l’intérêt général ? Une subvention déguisée qui tourne autour de 400 000 euros par agriculteur !

Destruction d’écosystèmes et augmentation des pollutions
Dans le Tarn, les pouvoirs publics prétendent pouvoir compenser la perte de la zone humide – on a déjà entendu ce genre d’arguments pour Notre-Dame-des-Landes ! –, dans le Gers ils expliquent que les conditions offertes aux espèces déplacées



À Sivens et ailleurs, des grands projets inutiles toujours peu démocratiques... DR

seront meilleures que les naturelles (curieusement, quelques jours après avoir été déplacés, les tritons étaient de retour...). Lors de son stockage, l’eau sera polluée par les effluents d’élevage (fientes, lisiers, antibiotiques) et les eaux de ruissellement seront chargées en pesticides, herbicides et autres engrais... De quoi détériorer la qualité des rivières. Le principe, présenté comme de bon sens, selon lequel on stocke en automne-hiver l’eau dont on aura besoin en été, ignore totalement l’hydrologie.

Mélange des genres, collusion et déni démocratique
La même Compagnie d’aménagement des coteaux de Gascogne qui a réalisé le rapport justifiant le barrage de Sivens est devenue maître d’ouvrage.

L’organigramme de cette institution est riche d’enseignements. Le président est le vice-président du Conseil général 32, le président de la chambre d’agriculture du Gers est un des vice-présidents, et parmi les administrateurs, les conseillers généraux y sont bien représentés. L’Institution Adour a été constituée par quatre conseils généraux. L’Agence de l’eau Garonne-Adour semble avoir oublié son rôle : « lutter contre la pollution, protéger l’eau et les milieux aquatiques ». Quant à Ségolène Royal, ses conseillers ont dû lui expliquer qu’un barrage d’irrigation n’était pas un barrage hydroélectrique, mais ils ont oublié de lui rappeler que son ministère était en charge de l’eau et qu’elle pouvait donner des instructions, aux agences de l’eau en particulier. Les éluEs et les représentants de l’État refusent de dialoguer avec les opposantEs à ces barrages. Des autorisations de travaux sont accordées alors même que l’enquête publique n’est pas terminée.

Puisque les coupures d’eau sont maintenant interdites, il est de temps de frapper là où ça fait mal aux capitalistes, en refusant de payer nos factures d’eau ou en déduisant un montant forfaitaire : 25 euros par habitant (coût de ces projets iniques divisé par le nombre d’habitantEs). Surtout, nous devons renforcer notre présence dans les luttes contre ces projets symptomatiques du désordre capitaliste et promouvoir le contrôle de la population sur tout ce qui va affecter la vie de chacunE.
CorrespondantEs Commission nationale écologie



DR

GARDANNE (13) « E.ON, piège à cons »

C’est la banderole la plus explicite parmi toutes celles brandies devant la mairie de Gardanne, dimanche 5 octobre au matin, par les opposantEs à la centrale à biomasse de la multinationale allemande de l’énergie.

Le piège est dans ce mot magique « biomasse ». Un piège pour les naïfs, qui rêvent de transition énergétique sans s’interroger sur le contenu. Et un piège à subventions publiques... Car si le projet est écologiquement désastreux, il ne serait pas économiquement viable, sans les mirifiques subventions dont E.ON est gourmand. La centrale thermique de Gardanne était autrefois nationalisée, elle brûlait du charbon de la mine de Gardanne. Aujourd’hui, les mines sont fermées, et la centrale privatisée est tombée dans les mains d’un prédateur dont le PDG déclarait récemment :



DIDIER BONNEL

« Nous ne sommes pas là pour changer le monde, encore moins pour la transition énergétique, uniquement pour les actionnaires » !
Ce patron de choc, qui a supprimé 20 000 emplois dans le monde ces 10 dernières années, a commencé par agiter

la menace de la fermeture, avant de proposer de brûler du bois et des déchets pour produire de l’électricité.

Un non-sens écologique
Brûler du bois pour produire de l’électricité n’a de sens que pour des petites unités,

situées près de la ressource et pratiquant la cogénération. 55 chaufferies locales existent déjà dans la zone Luberon-Lure. Elles consomment 6 000 tonnes de bois par an. La centrale d’E.ON devrait brûler 850 000 tonnes de biomasse, 90 000 tonnes de bois industriel pollué et 135 000 tonnes de charbon, sans cogénération, avec un rendement énergétique de 30 %. Elle pillerait les forêts sur un rayon de 400 km, se fournirait du Canada au Brésil, aggraverait la pollution atmosphérique et lancerait quotidiennement sur les routes plus de 700 camions. La liste des associations, et collectivités, qui s’opposent au projet est impressionnante, dont le Conseil régional Paca et le syndicat CGT de l’Office national des forêts. Curieusement, E.ON a le soutien de l’État. Cherchez l’erreur...
Jean-Louis Marchetti

MONDIAL DE L'AUTO

Leur luxe, nos vies

Tous les deux ans, le Mondial de l’automobile de Paris est prétexte à la célébration médiatique de la voiture. Secteur qui finance le plus journaux et télévisions en publicité, l’industrie automobile est rituellement récompensée par des articles vantant ses mérites et cirant les pompes de patrons vedettes. Côté expo, le luxe s’étale sur les stands de tous les constructeurs mondiaux représentés. Côté usines de production, les suppressions d’emploi continuent, avec précarisation et intensification du travail pour ceux qui restent.

Il faut revenir aux faits. Sur les neuf premiers mois, les ventes de voitures neuves ont augmenté en France de 2,1 % et en Europe de 6 %. Les volumes de production ont augmenté de + 10,7 % de voitures pour PSA et + 3,8 % pour Renault en France au premier semestre 2014. Mais les niveaux maxima atteints en 2007, avant crise, ne sont pas rattrapés et ne le seront probablement jamais en Europe de l’ouest. Si le temps du « tout bagnole »

MUTUELLES ET ASSURANCES

Les kamikazes et les meurtriers

L'accord national interprofessionnel (ANI) rend obligatoire au 1^{er} janvier 2016 l'adhésion des salariéEs à une complémentaire santé d'entreprise. Malgré les apparences, cette disposition n'est pas une avancée sociale: elle ouvre un énorme marché aux assurances privées au détriment de la protection sociale collective.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Les dispositions européennes relatives aux services d'assurance et aux services financiers ont été transposées en 1993 dans le code de la mutualité, cela à la demande de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) qui regroupe 98 % des mutuelles. Pour répondre à l'obligation de constituer des réserves financières d'un même niveau que les assurances, les mutuelles ont dû fusionner entre elles et avec des assurances. Elles étaient des milliers, et on en comptait encore 630 fin 2012. L'ANI va accélérer le processus, et elles ne seront plus qu'une centaine en 2018 à relever réellement du statut de mutuelles¹.

Le loup dans la bergerie...

Il est difficile aujourd'hui de distinguer les mutuelles et les assurances. Des mutuelles créent des filiales sous formes de sociétés anonymes pour prendre des activités qui étaient autrefois spécifiques aux assurances. Les sociétés d'assurance mutuelle (les « mutuelles d'assurances ») dépendent du code des assurances et non de la mutualité. Elles sont à but non lucratif, mais ont la possibilité de sélectionner les risques, d'appliquer des tarifs différents pour les risques considérés comme « aggravés ». Des groupes de protection sociale (GPS) comme Malakoff-Médéric rassemblent dans une même entité des institutions de retraites complémentaires, de prévoyance, des mutuelles, des sociétés d'assurance... Pour capter « le marché de la santé », les assurances se concentrent et proposent des offres alléchantes, parfois moins chères que les mutuelles. Les mutuelles s'adaptent en renonçant à leur principes pour proposer « une gamme d'offre de contrats ». On se soignera selon ses moyens...

... et la fin des mutuelles

La généralisation des complémentaires santé d'entreprise va obliger des millions de salariéEs, adhérents individuels à des mutuelles, à souscrire à des contrats collectifs gérés en grande majorité par les assurances. Le Conseil constitutionnel a en effet imposé qu'en absence d'accord d'entreprise ou de branche, la complémentaire santé soit choisie

par l'employeur. Des mutuelles vont donc disparaître, d'autres se « démutualiser » et intégrer les structures marchandes. La Mutualité pourrait disparaître d'ici quelques années au profit de groupes capitalistes qui bénéficieront du monopole des complémentaires santé. Les inégalités entre les salariéEs vont s'accroître. Les cotisations sociales, les garanties accordées seront différentes d'une entreprise à l'autre. La couverture pourra être limitée à un panier de soins minimum, et ceux qui le pourront devront payer une sur-complémentaire, un gain supplémentaire pour les assureurs

privés. L'employeur, lui, pourra déduire sa part de cotisations de la masse salariale au détriment des rémunérations. Après avoir obtenu le quasi-monopole de la couverture complémentaire, les assurances vont continuer leur offensive pour accroître leur part du « marché de la santé » au préjudice d'une Sécurité sociale affaiblie par les contre-réformes successives. Une seule réponse est possible : le remboursement à 100 % par la Sécurité sociale, la gratuité des soins... et la mobilisation générale !

S. Bernard

1 – Étude du cabinet Sia Partners, *les Échos* du 25 septembre 2014.

ALENÇON (61) Mobilisation contre la criminalisation des mineurs étrangers isolés

Les étrangers, arrivés en France, seuls et mineurs, paient actuellement le prix fort de la politique d'austérité et d'immigration du gouvernement. Ces jeunes ont fui la guerre, la torture ou les violences sexuelles. Après un voyage aux mille dangers, ils espèrent enfin aller à l'école, faire des projets, avoir des rêves...

Le nœud du problème concerne l'âge de ces enfants immigrés vulnérables. Beaucoup n'ont aucun papier pour prouver qu'ils ont moins de 18 ans, d'autres un acte de naissance sans photo. Les départements remettent parfois en question leur minorité, se servant de tests osseux à partir d'une radiographie ou d'un scanner. Des tests dont de nombreuses autorités, comme encore récemment le Haut Conseil de la santé publique, ont souligné le caractère aléatoire et inadapté à d'autres fins que de recherche. Sur Alençon, plusieurs jeunes se sont donc vus déclarés majeurs, renvoyés du foyer de l'aide sociale à l'enfance (ASE), et menacés d'être expulsés vers le pays qu'ils ont dû fuir. Le collectif local RESF/UCIJ (Unis contre l'immigration jetable) a alors pris la décision d'assurer leur protection et leur accueil : « *Pas un enfant à la rue sur Alençon !* ». Des jeunes sans famille sont, depuis avril, hébergés chez des militantEs. Le collectif se bat pour que leur



DR

situation soit réexaminée, leur minorité reconnue et qu'un titre de séjour leur soit accordé.

Jeunes en danger

Mi-septembre, une lettre est arrivée chez l'une des hébergeuses, convoquant une des jeunes au commissariat pour la mise en application de l'obligation de quitter le territoire français (OQTF). 24 heures plus tard, une soixantaine de personnes se sont retrouvées pour interpeller le maire PS, puis devant la préfecture pour dénoncer des méthodes policières indignes et s'opposer à l'expulsion de ce jeune Nigérien de 16 ans et demi. Une campagne s'est mise en place, avec un appel parrainé

par Monseigneur Gaillot et l'organisation de rassemblements devant la préfecture durant 4 semaines. Cette mobilisation a été très largement couverte par les médias locaux. Cela a permis d'avoir un rendez-vous avec le secrétaire général de la préfecture pour demander l'arrêt des tests osseux et la régularisation de tous les jeunes majeurs étrangers scolarisés, avec titres de séjour durables. Du côté de la mairie, silence radio ! Ces jeunes sont en danger. D'autres initiatives vont être prises par le collectif pour empêcher leur expulsion et pour qu'ils soient pris en charge par l'État.

Correspondante

HÔTEL DE LUXE EN GRÈVE Royal Monceau, tu vas lâcher le morceau

C'est en se faufilant entre Jaguar, Mercedes et autres voitures de très haut de gamme qu'Olivier Besancenot s'est rendu avenue Hoche, soutenir les salariéEs de l'hôtel Royal Monceau en grève depuis deux semaines.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Dans ce quartier où la lutte de classes semble inconnue, les « invisibles » de ce palace de luxe sont en grève pour des revendications qui, en ces lieux plus qu'ailleurs, ont toute leur légitimité.

Augmentation de 2 euros de l'heure, amélioration des conditions de travail, embauches pour faire face aux charges de travail, baisse des cadences, prise en charge de 70 % de la mutuelle par l'employeur, prime de 10 euros par lit, mise en place d'une plonge-batterie au restaurant, sont parmi les revendications qui mobilisent cuisiniers, femmes de ménage, placiers, maîtres d'hôtel, soit une majorité de salariéEs de l'hôtel. Il faut dire que certainEs sont « royalement » payées 1300 euros net. Soit moins qu'une nuit d'hôtel dans ce palace où le prix des chambres va de 1300 à 25 000 (!) euros la journée.

De l'argent il y en a dans les poches de Katara*

Pas étonnant dans ces conditions que la rentabilité financière de la société d'exploitation soit de 20 % avec un chiffre d'affaires de 46,5 millions d'euros en progression de 20 % de 2013 à 2014 pendant que la masse salariale est en baisse de 10 % par rapport au chiffre d'affaires.

Après avoir demandé le report de l'audience du 7 octobre devant le TGI de Paris – qu'elle avait provoquée pour contrer les grévistes qui voulaient faire respecter le droit de grève et donc faire respecter l'interdiction d'embauche d'« extras » – pour, paraît-il négocier, la direction a proposé... 10 centimes d'euro d'augmentation !

Pas étonnant non plus que les salariéEs soient déterminés pour faire aussi bien que celles et ceux de Park Hayat qui ont obtenu l'équivalent de 400 à 500 euros mensuels d'augmentation. SoutenuEs par les syndicats et salariéEs de plusieurs hôtels et grands magasins, les salariéEs donnent rendez-vous à toutes celles et ceux qui veulent les soutenir tous les mardis jusqu'à ce que la direction Royal Monceau cède sur leurs revendications. Ainsi une nouvelle initiative est prévue pour mardi prochain avec une manifestation, de l'hôtel Peninsula au Royal Monceau. Plus nous serons nombreux et plus nous ferons entendre à ces exploiters de luxe la colère de celles et ceux qui sont les seulEs producteurs/trices de richesses.

Robert Pelletier

* propriétaire, entre autres, des hôtels Royal Monceau, Peninsula et Carlton à Cannes

en Europe est fini, l'industrie automobile demeure un secteur qui génère des profits et rassemble des centaines de milliers de travailleurs en France. Dans ce contexte, PSA, Renault et les principaux équipementiers renouent avec les profits, dont les montants avaient effectivement baissé au plus fort de la crise. C'est notamment le cas de PSA, renfloué par des capitaux publics et l'arrivée de la firme chinoise Dongfeng. Le résultat net de PSA a été au premier semestre 2014 de 680 millions d'euros, contre un déficit de 962 millions il y a un an. Il n'y a pas de miracle : l'augmentation de leurs profits provient de l'augmentation constatée des ventes... et surtout de l'application des plans de restructuration engagés chez PSA et Renault en conséquence des accords compétitivité « anti sociaux » signés avec quelques syndicats.

Des contrats antisociaux de compétitivité utiles au patron

Il ne faut pas prendre les patrons pour plus imbéciles qu'ils ne sont. Leurs plans d'austérité ont leur cohérence et aboutissent à des résultats profitables pour eux. Dans le cas de PSA, la fermeture de l'usine d'Aulnay, le passage prévu au monoflux dans les usines de Mulhouse et de Poissy apportent leurs premiers résultats pour les profits. Pour le site de Mulhouse, des économies de 5,7 millions d'euros pour toute l'année 2014 sont attendues suite à ces dispositions. Chez Renault, des accords sont conclus avec Nissan, Fiat et Opel pour fabriquer des voitures badgées de leurs marques dans les usines Renault de Sandouville, de Flins et du Mans. Après la déconfiture des modèles Renault Laguna et Vel Satis, l'usine de Sandouville ne sera pas fermée, mais en contrepartie, elle devient la référence en terme de flexibilité. Sur les chaînes de

fabrication du Trafic, on compte jusqu'à 90 % d'intérimaires ! Plus généralement, dans toute l'automobile, se moquant des contraintes légales encore en vigueur, les emplois créés sont maintenant majoritairement des postes d'intérim. Et ils voudraient encore plus de flexibilité ! Au Mondial de l'auto 2014, après la colère des Ford Blanquefort exprimée jusqu'au stand Ford (voir *l'Anticapitaliste* n°259), l'initiative appelée par plusieurs instances de la CGT métallurgie jeudi 16 octobre traduit aussi ce mécontentement. Gouvernement et patronat de l'automobile devraient savoir qu'à trop tirer sur la corde, celle-ci peut casser. La petite augmentation de la production de voitures observée ces derniers mois n'a pas amélioré la situation des salariéEs. Le luxe et le gaspillage affichés au Mondial de l'auto la rendent encore plus insupportable !

Jean-Claude Vessilier



Au Mondial de l'auto les Ford en colère ont refait la déco du stand de la marque... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB



Les comités en action !

Poitiers (86) Réunion sur mai 68, hier et aujourd'hui! Vendredi 10 octobre, un public nombreux est venu participer à la réunion publique organisée par le NPA de la Vienne, avec Alain Krivine, sur le thème «Mai 68: quels enseignements, comment gagner aujourd'hui?».

Le bar le Bibliocafé était plein, et un grand nombre de personnes sont restées dehors. Entre 70 et 100 personnes sont passées entre 20h30 et 23h. La sociologie de la salle était à l'image du débat, c'est-à-dire avec des personnes plutôt âgées, acteurs de mai 68, et beaucoup de jeunes venus écouter une analyse historique et politique. Alain Krivine est d'abord intervenu sur les événements historiques de 1968. Sur l'impressionnante grève générale ouvrière (7 millions de grévistes) et sur le rôle des étudiants, sans oublier bien sûr l'importance de la solidarité internationaliste, concernant notamment les guerres d'Algérie et d'Indochine-Vietnam, ou avec le révolutionnaire allemand Rudi Dutschke. Aujourd'hui, ce qu'il faut c'est construire ce qui a manqué en 68: un débouché politique crédible. Un parti anticapitaliste fort, unitaire et pluraliste.

Évry (91) Réunion ouverte de rentrée.

Jeudi 9 octobre, le comité de l'Essonne organisait une réunion ouverte sur la rentrée politique: offensive du gouvernement, surenchères du Medef, intervention en Irak et notre politique pour une riposte du monde du travail et dénoncer la politique guerrière du gouvernement tant au Moyen-Orient qu'en Afrique. Riche débat entre la vingtaine de camarades présents dont plusieurs camarades anciens du PG de la liste municipale constituée par le NPA et le PG dissident d'Évry. Le débat a été dominé par les difficultés que le mouvement ouvrier connaît en cette rentrée, les questionnements. Comment ne pas laisser le terrain libre à l'extrême droite? Les manifs qui se multiplient, à quoi ça sert? Comment capitaliser les acquis d'une lutte? La forme parti? Les échecs du passé? Comment rendre crédible notre projet? Réhabiliter la politique? La nécessité d'une pleine indépendance vis-à-vis des forces institutionnelles...

Cela a débouché sur la décision collective d'organiser ensemble une nouvelle réunion dans un mois sur la politique de santé du gouvernement et du Medef et les moyens de riposter. À suivre.

Pantin (93) Solidaire de la Palestine.

Mardi 7 octobre, une trentaine de personnes ont répondu à l'appel du comité de Pantin qui organisait une réunion publique. Julien Salingue est revenu sur les racines de l'agression criminelle contre Gaza, la complicité ouverte d'Hollande, tandis qu'Alain Pojolat a montré que l'interdiction des manifestations de Barbès et République s'inscrivait dans la continuité d'une politique de criminalisation de la solidarité menée par les gouvernements, de droite comme «socialistes».

Les introductions ont été suivies d'un échange nourri sur les différents aspects de la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions, son développement en France et dans le monde.

La réunion s'est conclue par un appel aux initiatives du 18 et du 22 octobre.

Angoulême (16) Comité d'accueil pour Hollande. Jeudi 9 octobre, Hollande était en visite pour parler de l'autisme, dans des établissements scolaires de la ville ayant des classes spécialisées. Annoncée au dernier moment, nous n'avons eu que peu de temps pour organiser l'accueil du Président... Le matin, sur le passage du cortège présidentiel, des militants du NPA, PG, Solidaires, ont brandi panneaux et drapeaux dénonçant la politique du gouvernement socialiste. Ensuite, nous avons pu nous approcher avec nos banderoles de l'école Ronsard où Hollande devait aussi se rendre, mais les «autorités» ont vite trouvé que notre petit groupe dynamique et contestataire, était trop bruyant et voyant. On nous a généreusement proposé de rester sur place... à condition de plier drapeaux et banderoles. Devant notre refus, un cordon de CRS est alors intervenu sans ménagement pour nous repousser. Nous avons eu des gestes de sympathie. Un militant socialiste est même venu dire tout le mal qu'il pensait de la politique de son parti... La visite s'est déroulée loin des vrais problèmes de la population et sans que Hollande ne se risque à une «déambulation» en ville. Rien d'étonnant, il applique la même politique anti-sociale que Sarkozy et utilise les mêmes méthodes policières!

En campagne

INITIATIVES

Le 18 et le 22 octobre, mobilisés pour le peuple Palestinien

Malgré le cessez-le feu, la situation du peuple palestinien est loin d'être réglée: le blocus contre Gaza est toujours maintenu tout comme la colonisation en Cisjordanie. En France, le gouvernement maintient lui aussi le cap, ne surtout pas s'opposer à la politique de l'État d'Israël et criminaliser le mouvement de solidarité. Les raisons de se mobiliser ces prochains jours sont donc plus que jamais d'actualité.

L'offensive terrestre contre Gaza s'est arrêtée le 26 août dernier mais cela ne veut pas dire que le conflit soit terminé. Défaits politiquement, et n'ayant pu venir à bout de la résistance, l'armée et le gouvernement israéliens entendent faire payer leur échec à tout un peuple. Les négociations engagées à l'issue du cessez-le-feu sont dans l'impasse, et rien ne laisse présager une quelconque «ouverture» de la part du gouvernement d'extrême droite.

Avec ou sans opération militaire, Israël reste un État criminel. Qu'il y ait offensive militaire ou pas, Israël prive en permanence les habitantEs de Gaza et de Cisjordanie de leurs droits les plus élémentaires. Pour les uns, c'est un blocus complet de leur territoire, offensives militaires régulières, privation de certaines ressources, tandis que pour les autres, c'est une occupation grandissante, le contrôle des ressources en eau, la construction d'un mur d'apartheid et de colonisation et des arrestations arbitraires. La fin du blocus contre les gazaouis, l'amélioration de la vie des Palestiniens et la reconnaissance de leurs droits ne sont pas à l'ordre du jour de l'État d'Israël qui continue sa politique coloniale et d'apartheid, avec l'aval des grandes puissances occidentales dont la France.

Relancer la mobilisation

La mobilisation pour le peuple palestinien doit donc reprendre des couleurs dans les semaines qui viennent. C'est dans cette perspective que plusieurs organisations et associations dont l'Association France Palestine solidarité (AFPS) ont repris l'idée de BDS Perpignan de remobiliser le mouvement de solidarité pour exiger la levée du blocus de Gaza, la mise en place d'un embargo sur les livraisons d'armes, la suspension de l'accord d'association avec Israël, et la reconnaissance de l'État palestinien. Après des mobilisations en régions les 9-10-11 octobre, une nouvelle journée de mobilisation, «Convergence Palestine», a lieu ce samedi 18 octobre à Paris. De 14 heures à 18 heures, place de la République, aura lieu un grand rassemblement avec prises de parole, concert et animation. Cela doit être une réussite car, quelles que soient les nuances dans les revendications portées par les différentes composantes du soutien à la Palestine, cette échéance nous paraît importante.

La solidarité: un droit, pas un délit

Après avoir tenté de diaboliser cet été le mouvement de solidarité, le gouvernement a voulu le museler en interdisant certaines manifestations. Cela constitue une atteinte



Meeting contre la criminalisation de la solidarité avec la Palestine, à Saint-Denis le 19 septembre. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

grave aux droits élémentaires et aux libertés fondamentales. Le gouvernement veut criminaliser la légitime expression d'une solidarité avec le sort du peuple palestinien, et ne recule devant rien pour stigmatiser et empêcher cette solidarité. Les militantEs de la campagne BDS sont régulièrement poursuivis, tout comme un certain nombre de militantEs ayant participé aux manifestations interdites, convoqués au tribunal le 29 octobre prochain, ainsi que notre camarade Alain Pojolat convoqué lui le mercredi 22 octobre pour avoir déclaré à la préfecture ces manifestations... interdites par la suite!

Face à cette tentative d'intimidation et de criminalisation du mouvement de solidarité, le site *Mediapart* a publié un appel de 200 personnalités¹ – syndicalistes,

politiques, mouvement social, intellectuels et artistes – qui exigent l'arrêt des poursuites engagées contre ces militants et réaffirment que la solidarité est un droit, pas un délit! Cet appel est devenu une pétition à faire signer largement². À l'initiative de l'AFPS, du PG, de Solidaires, de l'UD CGT 75 et du NPA, un rassemblement unitaire pour dénoncer cette criminalisation a lieu à Paris devant le Palais de justice, le mercredi 22 octobre à partir de 8h30, au moment où Alain Pojolat est convoqué au tribunal. Soyons-y nombreux et nombreuses! Le combat continue.

Sandra Demarcq

1 – <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/071014/palestine-la-solidarite-est-un-droit-pas-un-delit>
2 – http://www.petitions24.net/solidarite_avec_les_palestiniens



Pacte de solidarité anti-capitaliste: 400 000 euros pour le NPA!

Le budget 2015? Des milliards de cadeaux pour le patronat et 21 milliards d'économies sur le dos de la population. Sur tous les plans, social, politique, le monde du travail doit faire front à l'offensive du gouvernement PS-Medef qui nourrit l'arrogance et la menace de la droite et de l'extrême droite. Dans ce contexte de régression sociale, de recul politique, le mouvement anticapitaliste et révolutionnaire a besoin de toutes les énergies, de toutes les solidarités, y compris financière. D'ici la fin de l'année, nous avons besoin de 400 000 euros. C'est nécessaire et c'est possible. N'oubliez pas que sur 3 euros donnés, 2 sont défalqués de vos impôts. Une fois n'est pas coutume, profitez-en, exprimez généreusement votre solidarité! Pour faire connaître notre souscription, une courte vidéo est disponible sur le site du NPA¹. N'hésitez pas à la faire tourner parmi vos amiEs et à la partager sur les réseaux sociaux.

Par chèque

à l'ordre de «NPA souscription» et à renvoyer à NPA souscription, 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

Par carte bancaire

<http://souscription.npa2009.org>

1 <http://www.npa2009.org/videos/pacte-de-solidarite-du-npa-400-000-euros-dici-le-31-decembre-2014>

Les Nôtres

Salut à Jacques Giraldou

Jacques est décédé le 27 septembre à l'âge de 61 ans. Militant de la LCR, il a animé de nombreuses luttes politiques et syndicales...

D'abord à Fumel (47): à PAM (entreprise sidérurgique) en juillet 1975 démarre une grève... Jacques est licencié, et adhère à la LCR avec Ignace Garay. Loin des débats idéologiques, il fait porter les discussions sur le concret. Militant contre la dictature franquiste, il est impliqué dans le sport au travers de l'équipe autogérée de l'A.S. Caoulet, qui a su imposer dans le stade une minute de silence en hommage aux 5 militants antifranquistes exécutés en 1975. Il intègre la Snecma en 1982 à Melun (77). Au sein de la CGT, il devient membre du CHSCT, délégué du personnel. Construisant des



DR

réseaux, il développe ses activités politiques et syndicales: luttes pour la Sécurité sociale, réduction de temps de travail, les salaires; Avec le Comité Nicaragua, il part un an au Nicaragua mener un projet de soutien aux sandinistes et revient encore plus combatif. En 1988, la Snecma connaît l'une de ses plus longues et dures grèves sur les salaires. Un seul slogan: «1500 francs pour tous, c'est possible»! Trois mois de grève totale, un comité de grève initié par les militants

LCR et LO. Peu appréciés de la direction de la CGT, les militants LCR et LO sont virés et partent à la CFDT... Dans les années 90, il initie un comité contre la guerre du Golfe qui aboutit à un appel commun de mobilisation – CGT, CFDT, PCF et LCR – sur la Snecma de Melun. En 2002, Jacques est de retour à Bordeaux: tout a changé depuis son bref passage dans les années 80. Muté à sa demande sur le site Snecma du Haillan (33), c'est dur d'y militer. Il s'implique ensuite dans la commission écologie du jeune NPA. Puis la maladie, traîtresse... Nouvelle lutte pour Jacques qui résiste, résiste, toujours avec sa bonne humeur et ses éclats de rire tonitruants. Bon vivant, toujours prêt à faire la fête et à profiter de la vie avec gourmandise... au point qu'on l'a cru invincible. Nous exprimons notre profonde amitié et solidarité à ses proches. **Jacques Jové (Melun), Claude Dubois (Montpellier) et Monique Nicolas (Bordeaux)**

Documentaire

On a grèvé, de Denis Gheerbrant

Sorti le mercredi 10 septembre

Un film documentaire, un film militant. Il s'agit du suivi de la grève que les femmes de ménage ont mené en 2012 dans deux hôtels de Suresnes, Première Classe et Campanile.

Pass des hôtels de grand luxe, mais quand même... Des hôtels appartenant au groupe Starwood, l'un des principaux groupes mondiaux de l'hôtellerie, propriété d'un fonds de pension américain au chiffre d'affaires annuel de 3,5 milliards de dollars. C'est dire l'exploitation forcenée que cela implique. En gros, pour 1000 euros de salaire pour la femme de chambre, c'est 1000 euros de plus-value pour le groupe, l'objectif étant de doubler la mise en cinq ans!

Mais le revers de la monnaie, c'est que justement de l'argent il y en a et on imagine bien ce que peut être un hôtel dont les chambres ne sont plus nettoyées et le ménage pas fait, surtout s'il a un certain standing. Une chambre n'est pas délocalisable! La grève a été préparée. L'adversaire est coriace. Une caisse de grève a été constituée grâce aux succès obtenus par la CGT devant les prud'hommes. Une part pour le plaignant, une part pour la caisse de grève du syndicat. Parce que la lutte va durer.



«On est les plus forts!»

La caméra est là dès le premier jour et va y rester jusqu'à la fin. 28 jours sur le trottoir des hôtels, où les femmes vont cesser d'être invisibles et forcer le patronat à céder sur leurs revendications. Tenir le piquet, scander des mots d'ordre, danser pour montrer leur détermination, distribuer des tracts, déjouer les manœuvres

de la direction qui tente de faire intervenir d'autres femmes pour faire le ménage et casser la grève, accueillir les soutiens, discuter du résultat des négociations... c'est le chemin qu'elles doivent parcourir et dont elles sortiront transformées. Venues en France par le regroupement familial, elles sont au départ à la merci de la direction. Pour la plupart, elles ne savent pas lire, ne peuvent pas déchiffrer une feuille de paie. Elles doivent travailler, le mari n'a pas forcément un travail stable, et elles ont en général beaucoup d'enfants. Mais elles ont des papiers et peuvent ainsi se battre pour leur salaire. Elles racontent le quotidien de ce travail qui casse le dos, qui est payé à la chambre et non à l'heure, les heures supplémentaires qui ne sont pas payées. Et la précarité extrême des contrats, certaines dépendant d'un sous-traitant qui au passage tire sa marge sur leur dos. Elles racontent aussi leur engagement dans cette grève, les heures passées sur le trottoir bien au-delà de ce qu'elles

font d'habitude, la famille qui doit s'adapter. «On n'a pas le choix», disent-elles...

Cette lutte ne tombe pas du ciel. C'est la rencontre entre des femmes surexploitées et un petit syndicat, le syndicat CGT des hôtels de prestige et économiques, regroupant 600 syndiqués sur les 4 000 salariés du nettoyage. Un peu franc tireur, délibérément unitaire pour mener la grève avec une section CNT du nettoyage.

Même si c'est leur première grève, on voit dans les mots d'ordre lancés celles qui étaient dans la grève des sans-papiers de 2010, dans les luttes pour le droit au logement... Leur victoire – augmentation du taux horaire, paiement à l'heure et non à la chambre, l'intégration des femmes de ménage en sous-traitance dans le groupe – a ouvert la voie à celle des salariées des hôtels Hyatt Concorde et Vendôme ces dernières semaines, ainsi qu'à la grève en cours des salariées du Royal Monceau.

Pour toutes ces luttes, pour toutes ces femmes, pour tous ces salariés, ce film est utile. Pour développer la solidarité et aider aux mobilisations, il faut soutenir sa diffusion, le faire connaître, organiser des débats lors des projections.

Jean-Marc Bourquin

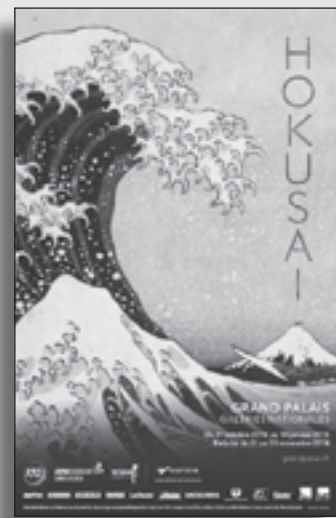
Plus d'informations, liste des projections: zeugmafilms.fr

Exposition

Hokusai

Au Grand Palais jusqu'au 18 janvier 2015

Le «fou de dessin» Hokusai est né en 1760 et a disparu en 1849. Dépassant les clichés et les images les plus emblématiques, l'exposition met en lumière la vie et l'œuvre de cet artiste extrêmement prolifique, qui changea d'identité artistique à de multiples reprises au cours de sa longue carrière.



© Affiche Rmn-Grand Palais, Paris 2014

Peintre, dessinateur, graveur, Hokusai produit durant sa longue vie des milliers d'œuvres dont la qualité n'a d'égale que la diversité: portraits de courtisanes ou d'acteurs de kabuki, scènes de la vie quotidienne, cartes de vœux raffinées, illustrations de récits et de mythes populaires... C'est néanmoins avec la publication de ses grandes séries de paysages qu'il marque le plus profondément l'art de l'estampe japonaise: il réalise alors une synthèse originale entre les principes traditionnels de l'art japonais et l'assimilation des influences occidentales pour composer des paysages d'une beauté saisissante.

Il a été une grande source d'inspiration pour les peintres français, d'Edgar Degas à Henri de Toulouse-Lautrec, en passant par Claude Monet, qui possédait 23 estampes du maître.

Milo

Essai

L'Usure du monde. Critique de la déraison touristique, Rodolphe Christin

Éditions l'Échappée, 2014, 10 euros

Rodolphe Christin, sociologue, détournant le titre du livre mythique de Nicolas Bouvier *l'Usage du monde*, met face à face le voyage, créateur, libérateur, favorisant la prise de conscience – citant Lao Tseu «sans sortir de ma maison je connais l'univers» – au tourisme, «réponse que la culture du capitalisme libéral apporte afin de canaliser le fond subversif à l'origine de la recherche d'une transformation de sa condition»...

La mobilité est le déracinement né du mouvement des paysans chassés vers les villes par l'Enclosure Act, et qui devinrent ouvriers. Au fil du temps l'ouvrier assujéti au capitalisme se voit en même temps soumis à des injonctions de mobilité géographique, professionnelle, familiale même.

La mobilité devient hypermobilité, interchangeabilité, uniformisation du monde, où le grand marché des individus et celui des objets se croisent et se rejoignent. L'individu est partout, là où sont son «portable» et son ordinateur.

Le tourisme est vu ici comme récupération du temps libre mis à disposition des salariés par le capital lui-même, à travers un «aménagement» du monde en lieux le plus souvent clos, où la réalité locale n'entre pas et n'est jamais confrontée. Le libéralisme économique fournit à bon prix tous les ingrédients qui prétendent vous soigner sans plus jamais pouvoir vous passer d'eux. Citant Michel Keller, l'auteur propose une alternative: «se transformer en évoluant en tant que totalité», redonnant une place de choix au sacré, à la nature non aménagée ou «désaménagée», la force des

montagnes, leur poésie, leur ascèse. Quand on voit le nombre de tonnes de déchets que l'on descend de l'Himalaya ou du Mont Blanc, on peut se demander si cela est encore possible.

Un document passionnant, très accessible, où, c'est dommage, la problématique écologique est seulement sous-jacente. Quand on parle d'usure, il s'agit plutôt de la perte de l'âme, du génie et de la diversité du monde. Malheureusement, les deux vont de pair.

Catherine Segala



Polar

Le souffle court, Massimo Carlotto

Métailié. 2014, 17,50 euros

L'histoire se déroule essentiellement à Marseille, mais ce n'est pas un «roman marseillais» comme ceux d'Izzo ou de Del Pappas. Ça pourrait aussi bien se passer à Gênes ou à Rotterdam et on n'est pas certain que Massimo Carlotto s'est vraiment documenté sur la cité phocéenne.

Quatre amis d'enfance, issus de pays éloignés – Russie, Inde, Italie, Suisse – tous nés dans de riches familles, ont décidé de devenir encore plus riches par tous les moyens. Du trafic d'organes à celui de stocks de bois issus des forêts irradiées de Tchernobyl, pas l'ombre d'un scrupule ne les arrête. À l'autre extrémité de la hiérarchie sociale du crime organisé, de misérables

dealers de diverses origines eux aussi se battent pour conquérir et garder leur territoire. Le destin va conduire gangsters en col blanc et voyous de quartier à se croiser et à se faire manipuler par une fliquesse aussi cruelle que le dernier des tortionnaires des dictatures latino-américaines, des agents du FSB et un parrain corse à l'ancienne.

Le rythme est enlevé et le style agréable, mais on chercherait vainement un personnage un peu moins antipathique que les autres. Une vision très noire de l'humanité, peut-être engendrée par les désillusions de l'auteur, lui-même ancien militant de Lotta Continua, lourdement condamné, évadé puis gracié. Dans certains de ses romans précédents, tel *Arrivederci amore*, adapté au



cinéma par Michele Soavi, Carlotto a d'ailleurs mis en scène un repentî désabusé. Il s'agit paraît-il du premier volet d'une trilogie consacré à la mondialisation du crime.

Gérard Delteil

Revue

Revue Z n°8: Vénissieux

Juin 2014, 10 euros

Sous titrée «Revue itinérante d'enquête et de critique sociale», cette revue pose à chaque numéro ses valises dans un endroit différent. L'occasion de plonger dans l'histoire et l'actualité sociale et politique d'une ville. Après Marseille, Amiens, Nantes ou Thessalonique, cette fois Vénissieux.



La visite de la ville relève d'un tourisme particulier, car on se promène au cœur de ce qui fut la banlieue rouge, là où eurent lieu les émeutes de 1981 et d'où partit la marche contre le racisme et pour l'égalité en 1983.

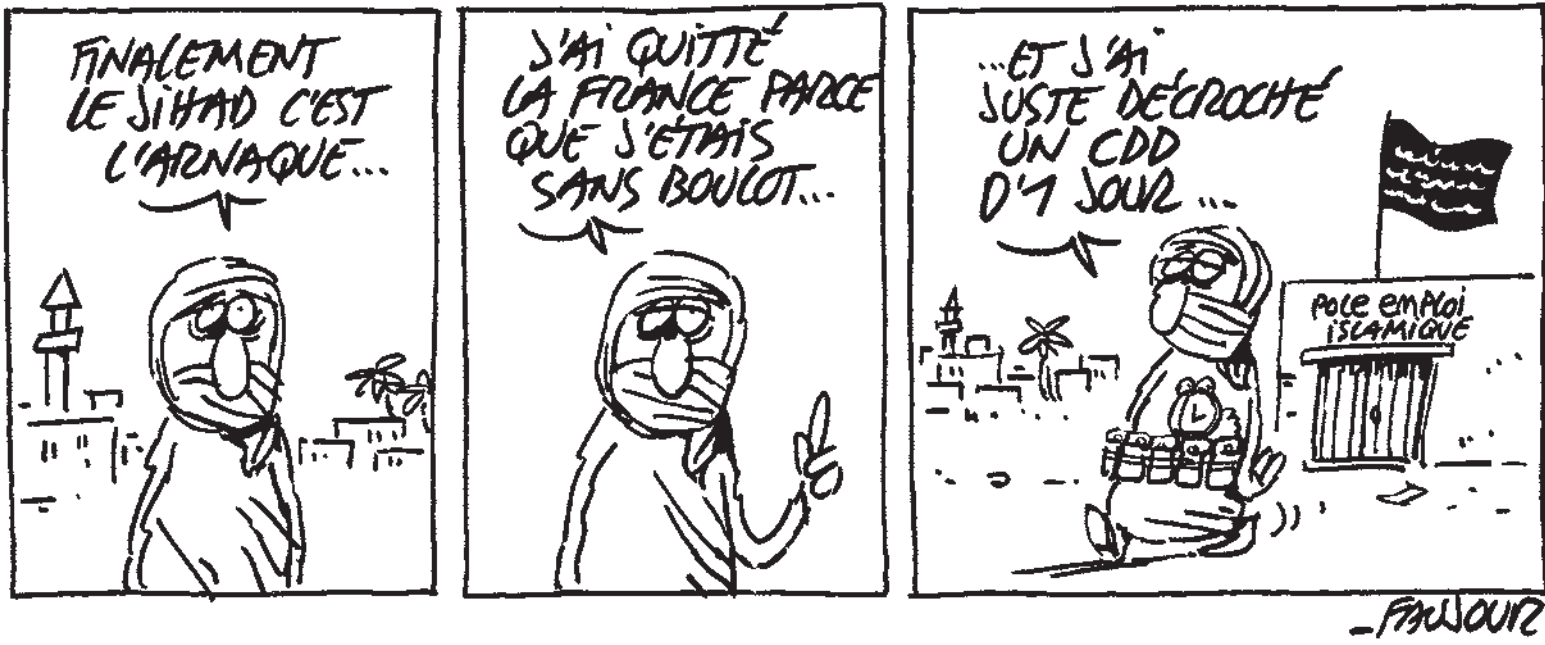
Dans ce numéro, on traite

des luttes et des formes d'auto-organisation dans les quartiers de Vénissieux, mais on y trouve également une série d'articles autour des crimes policiers, l'industrie chimique et les grèves des travailleurs immigrés de la Pénarroya dans les années 70...

Vue de loin, elle ressemble un peu à la revue XXI, mais reste bien plus à gauche, plus attentive aux formes d'auto-organisation, aux quartiers populaires. La revue est aussi une réussite esthétique, un beau travail est fait sur la mise en page et les illustrations.

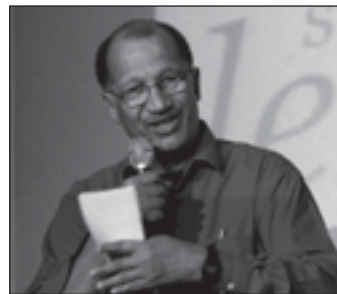
Pierre Baton

Disponible en librairie



l'Anticapitaliste | Libre expression

“ Nous avons à inventer une décolonisation du 21^e siècle ”



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Entretien. Nos camarades du Groupe révolution socialiste (GRS - Martinique) viennent de publier un Manifeste pour la nouvelle période sous-titré Cette « heure de nous-mêmes »¹. Sa lecture nous semble indispensable pour comprendre les conditions du combat actuel des peuples antillais. Nous nous sommes entretenus avec Philippe Pierre-Charles, l'un des membres fondateurs du GRS, qui a coordonné l'écriture de ce document. **Philippe Pierre-Charles** exerce aussi des responsabilités syndicales centrales au sein de la CDMT, deuxième confédération syndicale ouvrière de Martinique. À ce titre, il a été l'un des principaux animateurs de la grève générale de février 2009.

Un « Manifeste », « nouvelle période », « heure de nous-mêmes »... Chaque mot appelle des explications...

Un « manifeste » ! C'est le troisième que nous publions en 40 ans. L'appauvrissement du débat politique en Martinique nous l'impose ! Les deux coalitions qui dominent la vie politique de l'île (l'une dirigée par le Parti progressiste martiniquais de feu Aimé Césaire, l'autre par le Mouvement indépendantiste martiniquais du député Alfred Marie-Jeanne) ont remplacé les empoignades idéologiques d'hier par une lutte froide pour le « pouvoir », en fait pour la conquête ou la conservation du contrôle des institutions : aujourd'hui, la future « Collectivité territoriale de Martinique » qui additionnera les compétences des Conseils (général et régional), en principe en décembre 2015. Dans la grisaille électoraliste actuelle, notre *Manifeste* ambitionne de (re)lancer le débat politique en prenant en compte les évolutions du mouvement social autant que les enjeux politiques et électoraux. « Nouvelle période » parce que si le vieux modèle assimilationniste d'après la Seconde Guerre mondiale est largement épuisé, la façon de poser la question coloniale/nationale ne peut plus être la même aujourd'hui. Pendant des décennies, dans les empires coloniaux, la question posée se résumait à la récupération des richesses nationales pillées par le colonialisme grâce à l'instauration d'États indépendants. Aujourd'hui, le colonialisme tardif coïncide avec une mondialisation qui imbrique de façon bien plus étroite, territoires, économies et peuples. Nous avons à inventer une décolonisation du 21^e siècle et ceci ne peut pas être la tâche des dernières colonies toutes seules ! « L'heure de nous-mêmes a sonné » écrivait Césaire dans un texte historique fondateur (la *Lettre à Maurice Thorez*). Soixante ans plus tard, ce cri reste actuel, mais nous observons

que son actualité est contemporaine d'urgences internationales considérables. Notre survie comme peuple et la survie de l'humanité semblent des enjeux concomitants !

Serait-ce aussi un bilan des quarante années de GRS ?

C'est en tous cas une réflexion sur la particularité du moment actuel comme troisième phase de notre histoire. Dans les années 70 et 80, il s'agissait, pas uniquement mais principalement, d'une phase propagandiste de notre développement : faire exister un courant marxiste révolutionnaire, pratiquement de toutes pièces, sans tradition préexistante (dans les années 60 étaient principalement apparus dans l'émigration antillaise en France un petit groupe antillais de Lutte ouvrière et quelques lambertistes). Cette première période très activiste, propagandiste, internationaliste, s'accompagnait d'un militantisme lycéen et syndical enseignant. La deuxième période a consisté surtout à implanter nos militantEs dans le syndicalisme ouvrier, dans le travail de quartier, dans les organisations de femmes. Cela se réalisa en partie au détriment du travail propagandiste et des tâches électorales relativement délaissées. Le *Manifeste* devrait conforter la troisième phase : fusionner l'implantation et la politisation de notre périphérie, construire l'organisation dans des conditions en réalité plus complexes qu'hier.

Il est fréquent de dire que la situation est complexe...

Vous vivez comme nous la complexité mondiale ! La complexité chez nous, c'est la déconnexion relative entre un mouvement social qui a su produire 2009 (mais qui subit un reflux que la bourgeoisie met à profit pour l'accuser de tous les maux qui résultent en réalité de la faillite de son propre système) et une politique institutionnelle

dominée par l'électoralisme et la lutte des places. La situation se complique quand ceux qui devraient être nos alliés naturels (l'organisation Combat ouvrier/Lutte ouvrière) cultivent démarche solitaire et incompréhension tenace de la question nationale, malgré le texte clair à ce niveau du *Programme de transition* de Trotski.

La question nationale semble de fait se poser de façon particulière chez vous...

Oui et non. Non, parce que comme dans toutes les colonies, il existe un peuple, une nation privée d'État et du droit de se diriger et de s'attaquer aux structures économiques, sociales, politiques du système colonial. Oui parce que la précocité de l'opposition de classes (l'esclavage, c'est aussi une lutte de classes à l'état pur !), la stratégie de la petite bourgeoisie, exploitant la force de l'assimilationnisme dans la tradition coloniale française, combinées avec les difficultés économiques, font que le sentiment national martiniquais en fort développement ne se traduit pas par une conscience nationale agissant pour une rupture radicale. Ce sont les racines objectives de l'autonomisme modéré qui domine la vie politique depuis des décades.

Le faible engagement anticolonialiste de la jeunesse résulte de cette situation et de l'évolution historique mondiale. Les nouvelles générations n'ont pas vécu à l'heure des grandes luttes de libération nationale d'Asie et d'Afrique. Il reste donc à trouver la langue qui permettra de l'encourager à occuper toute sa place dans le combat d'émancipation.

Tu semblais dire que vous êtes dépourvus de partenaires unitaires. Comment faites-vous face à ce problème ? Quel rôle le Manifeste peut-il jouer dans ce contexte ?

Nous ne sommes pas isolés ! Dans le mouvement social, nous sommes

assez incontournables. Dans la solidarité internationaliste, nous faisons partie des principaux animateurs (en ce moment nous sommes parmi les organisations qui manifestent ensemble et mènent une campagne – qui se poursuit – de soutien à la Palestine). Nous sommes dans la seule structure unitaire existant sur les questions de santé. Il n'y a pas de mobilisation féministe sérieuse concevable sans nous. Notre travail sur les questions d'histoire et de commémoration de nos grandes dates, élément central de la question identitaire chez nous, est reconnu par toutes et tous. En même temps nous sommes hors coalition électorale non pas par choix sectaire de notre part, ni même par l'ostracisme qui a existé contre nous jadis, mais parce que nous ne pouvons nous lier, dans des institutions du système colonial, avec des forces qui ne combattent pas clairement le capitalisme et ses politiques et qui lorsqu'elles dirigent ces institutions se soumettent par action ou par omission à l'ordre dominant. Notre orientation consiste à chercher inlassablement l'unité des masses et de leurs organisations dans les luttes, à proposer des revendications allant dans ce sens et rappelées dans le *Manifeste*, à débattre avec quelques organisations qui ne participent pas aux deux coalitions citées plus haut mais gardent un cap anticolonialiste clair. Le *Manifeste* veut rendre visible le fil rouge qui relie ces différentes problématiques et s'efforce de montrer le chemin qui conduit d'une lutte à une perspective plus avancée, tout en soulignant l'unité profonde qui existe entre combat social et combat politique, si du moins on se réclame du mouvement prolétarien.

Propos recueillis par Marion Galli

1 – Éditions du Groupe révolution socialiste, 122 pages, 6 euros (disponible à la librairie La Brèche)

Vu ailleurs



ÉCOLOGIQUE, LA POSTE !

Plus 7% en moyenne au 1^{er} janvier 2015, c'est la plus forte augmentation de l'histoire du timbre en France, malgré une très faible inflation. La lettre prioritaire passera de 0,66 à 0,76 euro et la lettre « verte » de 0,61 à 0,68 euro. L'argument de la direction de La Poste ? La baisse de l'activité courrier, qui a quand même rapporté à l'entreprise à capitaux publics 11,1 milliards d'euros en 2013. Le groupe a également réalisé un bénéfice confortable de 627 millions d'euros en 2013. L'utilisateur n'est pas le seul à payer le prix de l'ouverture progressive de ce service public à la concurrence. En dix ans, La Poste a supprimé plus de 66 000 emplois ! [...] Si le prix augmente pour les usagers, si des bureaux ferment, si en moyenne plus de 6 000 emplois ont disparu chaque année depuis 2003, si un mal-être semble se répandre parmi facteurs, guichetiers et conseillers, La Poste ne veut cependant pas rater le tournant du « développement durable »... Son « timbre vert », lancé en grande pompe à l'automne 2011, constitue l'un des piliers d'une politique plus « respectueuse de la planète et de ses habitants » [...] Pourquoi La Poste fait-elle tout pour promouvoir son timbre vert ? Sa direction serait-elle devenue écologiste, voire décroissante ? Pas vraiment. Il s'agit d'abord d'un joli tour de passe-passe commercial, qui a permis d'augmenter de fait le tarif économique. [...] « Ce nouveau réseau de production et de distribution du courrier, qui repose sur une optimisation des liaisons de transport, permet une réduction structurelle des émissions de CO₂ », indique cependant le groupe dans son Rapport développement durable 2013. Entre 2008 et 2012, le nombre de kilomètres parcourus a baissé de 4,7%. » [...] Charge à La Poste de donner des gages de confiance sur la validité des données qu'elle produit. En attendant, certaines données des rapports « développement durable » et « responsabilité sociale » publiés par le groupe entre 2006 et 2012 disent le contraire. Ils laissent apparaître une augmentation de plus de 12 % des émissions de CO₂ liées aux activités de transport.

« L'écologie selon La Poste : suppressions d'emplois, malaise social et greenwashing », Thomas Clerget, *Bastamag*, 9 octobre 2014

S'abonner à l'Anticapitaliste

l'hebdomadaire du NPA - www.NPA2009.org

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org